



Ghana Re

GHANA REINSURANCE COMPANY LIMITED



2019 RAPPORTS ANNUELS ET ETATS FINANCIERS



Ghana Re

NOTRE VOCATION

**"To deliver customer satisfaction
and corporate profitability through
continuous improvement in service
delivery by maintaining a highly
professional and motivated workforce"**



Ghana Re

GHANA REINSURANCE
COMPANY LIMITED



Where

Technology meets Professionalism

*for continuous delivery
of tailor-made
Reinsurance Services*

HEAD OFFICE: Plot 24, Sudan Road, Ambassador Hotel Area, Ridge, Accra. P. O. Box AN7509 Accra-North
Tel: +233 (0)302633733 Fax: +233 (0) 302633711 Email: info@ghanare.com web: www.ghanare.com

REGIONAL OFFICE - CAMEROON: 30 General de Gaulle Avenue, Bonanjo, P. O. Box 1177, Douala, Cameroon
Tel: +237 2334223378 Email: info_cameroon@ghanare.com

REGIONAL OFFICE - KENYA: TRV Office Plaza, 58 Muthithi Road Suit 2D, Westlands.
P. O. Box 42916-00100, Nairobi, Kenya Tel: +254 20 3748974/5 Email: info_kenya@ghanare.com

RATING: AM BEST - Financial Strength B; Issuer Credit bb

Ghana Re *Your Reinsurer of Choice*

Sommaire



Page	
2	Informations sur la Compagnie
3 - 8	Rapport des Administrateurs
9	Etat de la situation financière
10 - 12	Declaration du President du Conseil
14 - 15	Rapport des Administrateurs
16 - 20	Rapport du Commissaire aux comptes
21	Etat de la situation financière
22	Etat du résultat global
23 - 26	Etat de variations des capitaux
27	Etat de flux financiers
29 - 71	Notes

INFORMATIONS SUR LA COMPAGNIE

Conseil d'administration

George Otoo	Président
George Y. Mensah	Directeur-Général
Franklin Hayford	Membre
Francis Sapara-Grant	Membre
Jennifer Owusu	Membre
Stella Williams	Membre
Lynda Odro	Membre

Secrétaire/Avocat

Jessica Allotey (Mrs)

Siège social

Plot 24, Sudan Road, Ridge, Accra
P. O. Box AN7509, Accra-North Ghana

Commissaire aux comptes

PricewaterhouseCoopers
Chartered Accountants
PwC Tower
A4 Rangoon Lane, Cantonments City
PMB CT42,
Cantonments, Accra
Ghana

LE COUNSEIL D'ADMINISTRATION

George Otoo
Président



George Otoo est un Expert Praticien en Assurance avec plus de 30 années d'expérience dans l'industrie d'assurance. Il a démarré ses activités en assurances en 1981 lorsqu'il est arrivé à Enterprise Insurance Co. Ltd comme Stagiaire Technicien. Il a occupé d'autres postes dans la compagnie jusqu'à sa nomination comme Directeur Chargé des Opérations en 1998. Un an plus tard, le Conseil d'Administration l'a nommé Directeur Général chargé de l'administration complète de la Compagnie.

A sa prise de fonction, George Otoo a réorganisé la Compagnie en informatisant et en mettant toutes les opérations en réseau sur toute l'étendue du territoire. Il a introduit un nouveau processus à succès de la chaîne de travail appelé le Concept de Travail de Groupe., dans lequel le processus de la chaîne de travail s'appuie sur le type du client plutôt que sur le type de produit vendu au client.

Il a été le fer de lance dans la création de la compagnie d'assurance Enterprise Vie (ELAC) en 2001 en partenariat avec l'African Life Insurance de l'Afrique du Sud (achetée plus tard par Sanlam) et la IFC de la Banque Mondiale. Aujourd'hui, ELAC est la plus grande compagnie d'assurance vie au Ghana tant par le volume de primes que par le patrimoine.

En 2010, il a créé une structure de compagnie holding à Enterprise afin d'identifier et créer des filiales pour des prestations de services sur tout le spectre, i.e. de la crèche à la tombe. En 2010, Enterprise Group a été listée à la bourse des valeurs de Ghana en remplacement Enterprise Insurance. A ce jour, Enterprise Group compte les filiales suivantes :

1. Enterprise Insurance (Assurance IARD)
2. Enterprise Life (Assurance Vie)
3. Enterprise Properties (Immobilier)
4. Enterprise Trustees (Gestion de Retraite)
5. Transitions (Services Funéraires)

En 2010, il devient le DG du Groupe.

En 2014, George Otoo a pris sa retraite après 33 années au service de la Compagnie avec une capitalisation boursière passée de US \$1.5 million à sa prise de la direction à US \$130 million.

Il est diplômé en 1989 comme Associé du Chartered Insurance Institute du Royaume Uni. Avant cela, il a obtenu un certificat en Assurance avec mention à l'Institut d'Assurance de l'Afrique de l'Ouest (WAIL) qui était au Libéria.

George Otto est aussi titulaire de MBA en Gestion d'Assurance à l'Université de la Nottingham Business School, au Royaume Uni.

Il a dirigé les compagnies suivantes :

1. Mainstream Re – 1999 à 2017 (Démissionné)
2. Conseil Consultatif de TIGO Ghana – 2013 à 2015
3. Databank EPACK Investment – 1999 à ce jour
4. Enterprise Group – 2010 à ce jour
5. Enterprise Properties – 2011 à ce jour.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

George Y. Mensah Directeur General



M. George Yaw Mensah a commencé sa carrière en tant que Comptable Financier à Merrill Lynch Asset Management (MLAM) à Princeton, aux États-Unis. Plus tard, il a rejoint la Prudential Financial à Newark, NJ comme Chef Analyste dans l'équipe de Recherche sur la Gestion des Investissements où il doit s'assurer que les administrateurs des portefeuilles de la société aient la capacité de faire d'importants retours sur investissement tant sur les marchés en amont comme en aval.

M. Mensah est formé à l'Université de New York (École de Gestion de Stem) où il a obtenu un MBA en finances. Il est aussi titulaire de BSc en Comptabilité avec Français comme matière secondaire à l'Université d'État de Montclair à New Jersey.

En 2002, il déménage au Ghana et rejoint la Compagnie SIC Insurance en tant que Directeur des Investissement et est devenu le Directeur Exécutif des Services Financiers de SIC, une filiale détenue entièrement par la compagnie en 2006.

M. George Yaw MENSAH a rejoint l' African Reinsurance

Corporation le 1er Avril 2010 en tant que Directeur Adjoint chargé de la Trésorerie et de l'Investissement, un poste qu'il a occupé jusqu'à sa nomination en tant que Directeur Général de la Ghana Re le 1er Septembre 2017.

M. Mensah a siégé à plusieurs Conseils d'Administration notamment la Bourse des valeurs du Ghana en tant que Membre du Conseil. Il a aussi de la représentation dans d'autres conseils notamment : NTHC Financial Services, Afram Publications Limited et Starwin Products Limited, une société pharmaceutique du Ghana.

Franklin Hayford Membre



M. Franklin Hayford a été nommé Administrateur en Août 2017. Ses domaines d'expertise sont l'Élaboration de Stratégie Financière et dispose d'une vaste expérience professionnelle et d'importantes réalisations de leadership en entreprise.

Franklin est membre du Conseil d'Administration d'un nombre de grandes organisations notamment la Trust Bank Ltd de la Gambie, la Bayba Financial Services Ltd de

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

la Gambie, la Insurance Company of Africa du Libéria et la International Bank du Libéria Ltd. Au long des années, il a clairement démontré la marque particulière et requise dans les relations en salle de conseil pour influencer les principaux décideurs aux plus hauts niveaux des organisations dont il siège au Conseil d'Administration.

Actuellement il est le Directeur Général de DataBank

Financial Services Ltd, chargé de la Coordination des opérations quotidienne de la Databank Group, responsable de ses unités d'affaires stratégiques.

Il est titulaire d'un BSC en Sciences de gestion de l'Université de Manchester, Royaume Uni et a plus de 25 années de riches expériences dans le domaine de la Fabrication des produits et des Services financiers.



Francis Sapara-Grant
Membre



DR. FRANCIS SAPARA-GRANT est un économiste avec plus de vingt-deux années d'expériences dans la gestion de programme de pensions. Il est actuellement le Directeur Général de la GLICO Pensions Trustee Company – une des plus grandes sociétés fiduciaires habilitées à gérer des plans de pensions au Ghana. Il est aussi membre du Conseil d'Administration et Consultant Technique du programme de Pension de Cocoa Abrabopa, qui est un programme de pension expressément conçu pour une association de plus de 20.000 producteurs de cacao au Ghana. Il a été nommé Membre du Conseil d'Administration de la Ghana Reinsurance Company Limited en Août 2017.

Avant sa nomination comme Directeur Général de la Pension GLICO, Dr. Sapara-Grant était le Directeur Général du Fonds du Secteur Informel du SSNIT (SISF), une société filiale de la Caisse Nationale d'Assurance et de Sécurité Sociales (SSNIT) chargé de la mise en place du premier programme national de pensions pour les travailleurs du secteur informel au Ghana.

Dr. Sapara-Grant est titulaire d'un Master en Économie/ Statistiques à l'Institut National d'Économie d' Odessa, Ukraine et d'un PhD en Économie à l'Université d'État de Génie Économique de St Petersburg en Russie. Il a été aussi formé à Accra Academy où il suivi ses études

secondaires.

Au titre de ses nombreuses expériences, Dr. Sapara-Grant a été membre du Conseil de Tutelle de la Procredit Savings and Loans (Ghana) Limited – membre de Procredit Group, qui est un groupe de banque international présent dans 21 pays. Il était aussi membre de la Sous-commission d'exécution chargé du Secteur Informel de la Commission Présidentielle des Pensions qui a conçu le système de pension à trois niveaux du Ghana. Il est actuellement membre du Groupe de Travail sur le Secteur Informel chargé de conseiller l'Autorité National de Régulation des Pensions du Ghana pour l'extension de la couverture retraite aux travailleurs du Secteur Privé de l'économie.

LE COUNSEIL D'ADMINISTRATION

Jennifer Owusu Membre



Mme. Jennifer Owusu est une juriste qui cumule plus de 20 années d'expérience de pratiques judiciaires. Jennifer a une vaste expérience en droit des sociétés et commercial, en droit des mines et de l'énergie, en droit du patrimoine et la conformité réglementaire. Actuellement, elle est Consultant Exécutif à Lexcel Consulting Ltd. Jennifer a obtenu un LLB en 1993 à l'Université du Ghana où elle fut major de promotion et a fièrement obtenu deux autres distinctions à la Ghana School of Law avant d'être admise au barreau du Ghana en 1995. Elle détient un Master en Administration Publique (MPA) à l'Institut de Gestion et d'Administration Publique du Ghana (GIMPA) en 2010.

À son admission au barreau, elle s'est mise au service de Sey and Bossman où elle a acquis une mine d'expériences en privatisation, rédaction de règlement et dans le domaine des Mines et de l'Énergie. Ensuite elle a travaillé avec JEO Lawconsult, un cabinet de conseil juridique.

En 2010, Jennifer a été nommée conseillère juridique / Chercheuse auprès de la Commission de Révision Constitutionnelle (CRC) du Ghana, et a travaillé avec

l'équipe qui a organisé avec succès cinquante huit mini – consultations pour le compte de la CRC.

En 2011, mue par sa passion pour promouvoir la recherche et de faire une différence dans la vie des plus vulnérables, Jennifer a fondé un Centre pour la Recherche, l'Éducation et la Formation en Plaidoyer Juridique (CLARiT), une ONG qui promeut, entre autres, la recherche de haut niveau, la sensibilisation, la formation et le développement politique.

Jennifer est membre de l'Association du Barreau du Ghana et est aussi membre du Conseil d'Administration de JCS Investment Ltd.

Stella Williams Membre



Mme Stella Williams est actuellement Directrice du Suivi et de l'Évaluation au Ministère des Finances. Elle est diplômée de l'Université Kwame Nkrumah des Sciences et de la Technologie du Ghana en 1986 avec un Baccalauréat en Planification, et a également obtenu une Maîtrise en Développement Local et Régional de l'Institut des Etudes Sociales de l'Université Erasmus,

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

aux Pays-Bas, en 1998.

Elle a commencé sa carrière au Ministère des Finances en 1989 et a acquis une vaste expérience en gestion de la politique économique. Elle a occupé des postes dans diverses divisions du ministère et a joué un rôle clé dans l'Elaboration du Premier Programme d'Investissement Public du Ghana, l'Elaboration du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) et les Réformes de la Gestion Financière Publique. A un certain moment, elle a également été coordonnatrice du Programme de Réforme du Secteur Financier de l'Etat et a également joué un rôle actif dans la promotion du Programme d'Efficacité de l'Aide au Ghana.

Avant d'occuper son poste actuel de Directrice du Suivi et de l'Evaluation, elle a été détachée auprès de la Banque Africaine de Développement pendant trois ans en tant que Conseillère Principale auprès du Directeur Exécutif représentant le Ghana, la Gambie, le Liberia, la Sierra Leone et le Soudan.

Mme Williams est actuellement membre du Conseil d'Administration de l'Autorité des Achats Publics et Membre du Conseil du Service Ghanéen de l'immigration.

Elle est mariée et mère de deux enfants..



Lynda Odro
Membre



Lynda Odro a récemment pris sa retraite en tant que Directrice Générale de Hollard Insurance Ghana. Jusqu'à sa nomination en 2015, elle était chef des opérations, poste qu'elle a occupé pendant 10 ans. Elle a plus de 20 ans d'expérience dans l'industrie de l'assurance.

Elle est titulaire d'un MBA de l'Institut Ghanéen de Gestion et de Fonction Publique (GIMPA), d'une Licence en Sciences Economiques avec spécialisation en Statistique de l'Université du Ghana et d'un diplôme en assurance du West African Insurance Institute en Gambie, une attestation de Formation préalable ; assurance non-vie du Swiss Insurance Training Center, Suisse. Elle est associée au Chartered Insurance Institute, Royaume-Uni.

Elle a suivi plusieurs cours en assurance en Suisse, au Royaume-Uni, au Nigeria et en Afrique du Sud. Elle a également suivi des cours sur le développement des ressources humaines, l'évaluation du personnel et la planification du rendement organisés par GIMPA et PWC respectivement.

Elle a siégé à plusieurs conseils et comités du secteur, dont le Ghana Oil and Gas Insurance Pool ; membre

du Conseil des assurances générales de l'Association des assureurs du Ghana ; membre du Comité Exécutif de l'Association des Compagnies d'Assurance de l'Afrique de l'Ouest (WAICA) ; Présidente du Comité Technique Maritime et Aéronautique de l'Association des Assureurs du Ghana.

Lynda intervenait à l'Institut des Assurances de l'Afrique de l'Ouest, en Gambie, pendant 7 ans. Elle a également enseigné au Ghana Insurance College. Elle a récemment été nommée l'une des 50 meilleures dirigeantes d'entreprise au Ghana par Women Rising et The African Network of Entrepreneurs.

Lynda a été benie avec deux fils.

PROFILE OF EXECUTIVE/SENIOR MANAGEMENT

Mme Monica Amissah Directeur général adjoint (technique)



Mme Monica Amissah, qui est un produit de l'Université du Ghana et de l'Université de Cape Coast, est titulaire d'un Master en Management stratégique et d'une licence de sciences de l'éducation. Elle a obtenu un diplôme en assurance de l'Institut d'assurance d'Afrique de l'Ouest (WAI) en 2002 et un diplôme d'études supérieures en assurance du Chartered Insurance Institute, UK (ACII) en 2009. Elle est actuellement Assureur agréé auprès de CII, membre du Chartered Insurance Institute of Ghana (FCIIG) et de la Chartered Insurance Ladies Association of Ghana (CILAG).

Avec plus de dix-huit ans d'expérience dans le secteur de la réassurance, Mme Amissah est responsable de toutes les activités techniques de Ghana Re, y compris celles des bureaux régionaux au Kenya et au Cameroun. Elle préside également le Comité Stratégique, le Comité de gestion du risque d'entreprise ainsi que le Comité de Gestion de la Performance.

Elle a rejoint Ghana Re en 2000 et a gravi les échelons jusqu'au poste de Directrice du Département internationale en janvier 2013. En reconnaissance de son travail exemplaire, en juillet 2016, elle a été nommée Directrice Générale Adjointe (DGA) par intérim - aspect technique et a été nommée DGA

permanente en juin 2018.

Mme Amissah est actuellement membre du Comité de Publicité et de Formation du Bureau National de la CEDEAO au Ghana, du Comité de Planification de la Conférence sur l'Assurance de l'Association des Assureurs du Ghana et examinatrice à l'Institut Ouest Africain d'Assurance (WAI). Elle a été membre du conseil d'administration du Ghana Agricultural Insurance Pool (GAIP) de 2013 à 2015, date à laquelle les membres ont été reconstitués, et secrétaire de la Marine Offices Association (Ghana) pour les années 2008 et 2009. Elle a également présidé le Comité des résolutions de la Conférence de la WAICA tenue à Accra en avril 2015.

FINANCIAL HIGHLIGHTS (THREE YEAR SUMMARY)

GROUPE

(Tous les montants sont en milliers de cedis ghanéens)

	2019 Gh¢	2018 Gh¢	2017 Gh¢
Prime brute	253,371	205,659	193,014
Prime nette	216,277	179,708	171,089
Bénéfice / (perte) de souscription	(5,535)	10,464	(23,142)
Revenus des investissements	29,375	28,163	35,009
Frais de gestion	41,343	43,202	45,052
Fonds propres	365,181	332,507	293,194
Ratio frais de gestion/ prime brute	16%	21%	23%
Revenu par action	0.60	0.77	0.68

SOCIETE

(Tous les montants sont en milliers de cedis ghanéens)

	2019 Gh¢	2018 Gh¢	2017 Gh¢
Prime brute	222,370	185,391	173,665
Prime nette	188,252	161,797	152,919
Bénéfice / (perte) de souscription	(6,515)	13,230	(12,257)
Revenus des investissements	25,205	23,783	33,686
Frais de gestion	36,019	38,115	34,778
Fonds propres	345,118	324,523	290,763
Ratio frais de gestion/ prime brute	16%	21%	20%
Revenu par action	0.53	0.76	0.71

Président du Conseil d'Administration

Cher actionnaire, c'est avec grand plaisir que je vous accueille à la 17^e Assemblée Générale Annuelle de votre société. Au nom du Conseil d'Administration, je vous présente le rapport annuel, y compris les états financiers du Groupe de Réassurance Ghana Re (Ghana Re) pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.



L'ÉCONOMIE

Global

Au cours de l'année écoulée, la croissance mondiale a connu un fort déclin. Parmi les économies avancées, l'affaiblissement a été généralisé, touchant les grandes économies comme les États-Unis et la zone euro ainsi que les petites économies avancées asiatiques. Le ralentissement de l'activité a été encore plus prononcé sur les marchés émergents et dans les économies en développement comme le Brésil, l'Inde et le Mexique. La croissance mondiale pour l'année 2019 a été prévue à 3,0 %, la plus faible depuis 2009. À l'exception de l'Afrique subsaharienne, la plupart des pays devraient enregistrer une croissance par habitant inférieure à leur taux médian au cours des 25 dernières années. (Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, mise à jour d'octobre 2019).

Afrique

La croissance économique de l'Afrique est restée stable en 2019 à 3,4 % et était sur le point de s'accélérer pour atteindre 3,9 % en 2020 et 4,1 % en 2021, selon les Perspectives Économiques Africaines de janvier 2020 de la Banque Africaine de Développement. Cette croissance plus lente que prévu est en partie due à l'expansion modérée des "cinq grands" du continent - Nigeria, Afrique du Sud, Egypte, Algérie et Maroc - dont la croissance conjointe a été en moyenne de 3,1 %, contre 4 % pour le reste du continent. Les fondamentaux de la croissance s'améliorent, avec un glissement progressif de la consommation privée vers l'investissement et les exportations. Pour la première fois en dix ans, l'investissement a représenté plus de la moitié de

la croissance du continent, la consommation privée représentant moins d'un tiers.

Ce fut certainement que le déclenchement de la pandémie de Covid-19 aura un impact négatif sur les économies du continent et retardera le rythme de la croissance.

Ghana

Selon le service statistique du Ghana, l'économie du pays a continué à se développer en 2019, avec un taux de croissance provisoire du produit intérieur brut (PIB) réel de 6,5 %. Ce chiffre est à comparer avec le taux de croissance du PIB de 2018, qui était de 6,3 %.

La forte dynamique de croissance depuis 2017 a constamment placé le Ghana parmi les économies africaines à la croissance la plus rapide. L'amélioration de l'environnement macroéconomique s'est accompagnée d'une expansion de la demande intérieure due à l'augmentation de la consommation privée. Le secteur industriel, avec une croissance annuelle moyenne supérieure à 10,0 %, a été l'un des principaux moteurs de la croissance au cours des trois années jusqu'en 2019. (Source : African Development Bank's African Economic Outlook 2020).

À la fin de l'année 2019, le taux d'inflation enregistré était de 7,9 %, tandis que les bons du Trésor de 91 et 182 jours enregistraient des taux de 14,7 et 15,1 % respectivement. (Source : Banque du Ghana).

PERFORMANCES COMMERCIALES DU GROUPE EN 2019

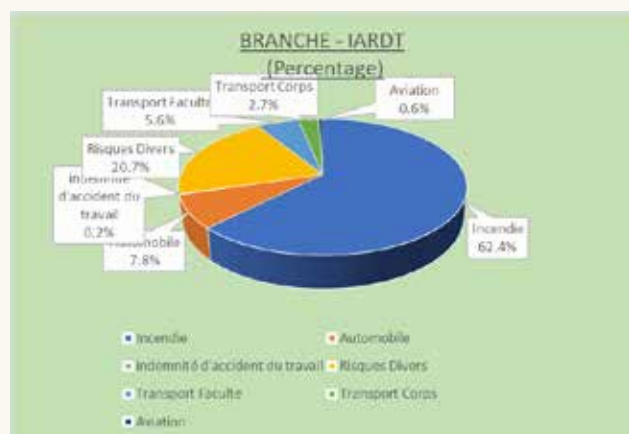
Président du Conseil d'Administration

Revenu des primes

Le revenu brut total des primes a été de 253,37 millions GH¢ pour l'année 2019, contre 205,66 millions GH¢ en 2018, soit un taux de croissance de 23,2 %.



La prime brut IARD enregistré en 2019 s'élevait à GH¢. 230,85 millions. La branche Incendie reste la plus importante, avec 62,4 % de la prime IARD encaissé. Les branches risques divers et automobile ont contribué respectivement 20,7 % et 7,8 %.



Avec un taux de croissance de 21,7%, les primes brutes des affaires vie sont passées de 18,50 millions GH¢ en 2018 à 22,52 millions GH¢ en 2019.

Commissions, sinistres et frais de gestion

Les Commissions en 2019 se sont élevées à 67,25 millions GH¢, soit une augmentation de 4,56 millions GH¢ par rapport au chiffre de 2018 (62,69 millions GH¢). Le taux de commission pour l'année 2019 était de 26,5% contre le taux de 30,5% en 2018. L'amélioration du taux de commission est due

en grande partie à l'augmentation de la prime brute.

Les sinistres nets encourus au cours de l'exercice considéré se sont élevés à 104,48 millions GH¢. Les sinistres encourus pour l'année 2018 ont été de 76,32 millions GH¢. Le taux de sinistres en 2019 était de 49,6 % contre 38,7 % en 2018. Cette augmentation significative des sinistres a affecté le niveau de rentabilité atteint en 2019.

Les frais de gestion se sont élevés à 41,43 millions GH¢ en 2019 contre 43,20 millions GH¢ en 2018. Le ratio des frais de gestion est passé de 21,9 % en 2018 à 19,7 % en 2019.

Nous continuerons à améliorer notre efficacité opérationnelle à l'avenir.

Revenus d'Investissement

Les revenus d'investissement réalisés au cours de la période considérée se sont élevés à 29,38 millions de GH¢, contre 28,16 millions de GH¢ en 2018. Les intérêts sur les dépôts à terme et les bons du Trésor ont contribué 92,1 % du total des revenus d'investissement.



Portefeuille d'Investissement

À la fin de l'année 2019, le portefeuille d'investissement total du groupe représentait 64,0 % de l'actif total de 585,33 millions GH¢, contre 70,2 % en 2018. Le portefeuille d'investissement a réalisé un bénéfice moyen de 8,0 % en 2019, identique à celui de 2018. Ghana Re continuera à rajuster son portefeuille d'investissement afin d'optimiser le rendement tout en assurant une liquidité adéquate et la préservation du capital.

Président du Conseil d'Administration

Bénéfice

Le bénéfice avant impôt enregistré pour l'année 2019 était de 40,80 millions GH¢ contre 53,03 millions GH¢ en 2018, tandis que le bénéfice après impôt était de 30,16 millions GH¢ contre 38,63 millions GH¢ en 2018. Comme indiqué précédemment, des demandes d'indemnisation plus élevées que prévu ont affecté notre rentabilité en 2019. Le rendement des capitaux propres est passé de 16,9 % en 2018 à 11,7 % en 2019, tandis que le rendement des actifs est passé de 10,5 % en 2018 à 7,4 % en 2019.

Fonds propres

Les capitaux propres sont passés de 332,51 millions de GH¢ en 2018 à 365,18 millions de GH¢ en 2019. Le ratio de l'actif total par rapport au passif total était de 2,7 en 2019 contre 2,8 en 2018.

Dividende

Sur la base des performances de la société en 2019, le Conseil d'Administration recommande à votre approbation un dividende de 0,18 GH¢ par action, soit 9,00 millions GH¢, à verser à l'actionnaire pour l'année 2019.

Responsabilité Sociale des Entreprises

Ghana Re a soutenu les activités de certains établissements d'enseignement et de santé au Ghana à hauteur de 171 141 GH¢ au cours de la période considérée. La société vise à maintenir les contributions régulières apportées à ces institutions pour améliorer le bien-être général de la société.

PERSPECTIVES POUR 2020

La réponse de Ghana Re à la pandémie de Covid-19

Cher actionnaire, en soutien aux efforts déployés par le gouvernement pour freiner la propagation de la pandémie de Covid-19, votre société a fait un don d'un montant de 100 000 GH¢ au Covid-19 National Trust Fund en avril 2020.

Avec le début de la pandémie Covid-19 et dans le cadre des mesures visant à assurer la continuité et la rentabilité des activités, Ghana Re a activé son plan de continuité des activités et accéléré la mise à niveau de l'infrastructure informatique de l'entreprise. Avec environ 40 % des primes générées par le marché international, le groupe a intensifié ses activités de promotion des affaires

par le biais de la communication électronique face aux restrictions mondiales de circulation. Ghana Re a conservé tout son personnel et a mis en œuvre un plan d'action qui assure un éloignement social et un milieu de travail sain. Grâce à un bilan solide et à un bon accord de rétrocession, associés à des pratiques de gestion prudentes, la société est bien placée pour faire face à ses demandes d'indemnisation et à ses autres obligations financières.

Il convient de souligner qu'à ce stade, rien n'indique que la continuité de l'exploitation de la société soit menacée de quelque manière que ce soit.

Cher actionnaire, malgré la pandémie, votre entreprise continuera à s'appuyer sur un bon service à la clientèle, un bilan de règlement des sinistres et des activités promotionnelles solides pour maintenir des activités rentables.

L'entreprise utilisera et améliorera continuellement son expertise technique et ses systèmes informatiques pour améliorer le délai d'exécution de la prestation de services. Nous cherchons à capitaliser sur notre solide base financière et notre réputation sans faille pour augmenter les acceptations de produits d'assurance non traditionnels, forger des partenariats stratégiques et positionner la société face à une concurrence croissante.

APPRECIATION

Au nom du Conseil d'Administration, je tiens à vous remercier sincèrement, vous, notre actionnaire, pour votre soutien continu. À nos chers partenaires : compagnies d'assurance et de réassurance, courtiers, régulateurs et tous les autres acteurs, nous vous sommes très reconnaissants de votre fidélité.

Nous félicitons la direction et le personnel pour leur dévouement et leur loyauté continus envers la société. Le Conseil d'Administration continuera à jouer son rôle de supervision et à soutenir la direction pour atteindre les objectifs fixés et améliorer la valeur nette de la société.

Nous vous remercions.

Président du Conseil d'Administration

Reaching

NEW HEIGHTS Globally

in Reinsurance Services



**GHANA REINSURANCE
COMPANY LIMITED**

Head Office - Plot 24, Sudan Road, Ambassador Hotel Area, Ridge, Accra P. O. AN 7509 Accra-North
Tel: +233 (0)302 633 733 Fax: +233 (0)302 633 711 Email: info@ghanare.com Web: www.ghanare.com

Regional Office - Cameroon, 30 General De Gaulle Avenue, Bonanjo P. O. Box 1177 Douala, Cameroon. Tel: +237 99318959

Regional Office - Kenya, TRV Office Plaza, 58 Muthithi Road Suit 2D, Westlands.
P. O. Box 42916-00100, Nairobi, Kenya. Tel: +254 20 3748974/5

RATING: AM BEST – Financial Strength: B, Issuer Credit: bb

GHANARE *Your Reinsurer of choice*

RAPPORT DES ADMINISTRATEURS

D'ADMINISTRATION AUX MEMBRES DE LA GHANA REINSURANCE COMPANY LIMITED

Le Conseil d'Administration présente son rapport annuel ainsi que les états financiers vérifiés de la *Ghana Reinsurance Company Limited* (la 'Compagnie') et de sa filiale (ensemble le 'Groupe') au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Déclaration des responsabilités des Administrateurs

Les Administrateurs sont chargés de l'établissement, à la fin de chaque exercice, des états financiers qui donnent une image fidèle de la situation de la Compagnie et du Groupe, du résultat et du flux de trésorerie pour la période écoulée. En élaborant ces états financiers, les Administrateurs ont opté pour des conventions comptables appropriées qu'ils ont appliquées de façon cohérente ; par ailleurs, ils ont effectué des jugements et des estimations qui sont raisonnables et prudents et suivi les Normes internationales d'informations financières (IFRS), tout en respectant les dispositions de la loi de 2019 sur les sociétés (Loi 992), et la Loi de 2006 sur les assurances (Loi 724).

Les Administrateurs assurent la bonne tenue des documents comptables qui fournissent, à tout moment et de manière précise, la situation financière de la Compagnie et du Groupe. Les Administrateurs ont également la responsabilité de sauvegarder les biens de la Compagnie et de prendre des mesures raisonnables visant à prévenir et à détecter des fraudes et d'autres irrégularités.

Les Administrateurs ont procédé à une évaluation de la capacité de la Compagnie et de son Groupe à poursuivre leur activité et n'ont aucune raison de croire que l'entreprise ne sera pas en activité.

Nature de l'activité

L'activité principale de la Compagnie et de sa filiale reste celle de la réassurance et d'autres activités connexes. Les activités du Groupe n'ont subi aucun changement par rapport à celles de l'exercice précédent.

Résultats financiers

Les résultats financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 se résument ci-après :

	Le Groupe 2019	La Compagnie 2019
Bénéfice avant impôt	40,799	35,595
dont prélèvement de la taxe nationale de stabilisation	(1,780)	(1,780)
et la charge d'impôt de	(8,858)	(7,264)
rapportant un bénéfice de l'exercice de	30,161	26,551
ajouté au solde reporté sur le compte des bénéfices non distribué de	64,701	62,478
donne lieu à un solde de	94,862	89,029
Duquel est déduit :		
- transferts à la réserve statutaire de ;	(6,220)	(6,220)
- transferts au capital social de ; et	(25,000)	(25,000)
- dividende versé au titre de 2018 de	(9,000)	(9,000)
Donnant lieu à un excédent de recette reportée de	54,642	48,809

REPORT OF THE DIRECTORS

TO THE MEMBERS OF GHANA REINSURANCE COMPANY LIMITED

Filiale

Ghana Reinsurance Company (Kenya) Limited, une société constituée au Kenya, est une filiale en propriété exclusive de la Compagnie. Les résultats de la filiale ont été intégrés dans les états financiers du Groupe.

Dividende

Lors de la prochaine Assemblée générale, le Conseil d'administration recommandera le paiement d'un dividende au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019. Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 un montant de 0,18 GH¢ par action s'élevant à 9 000 000 GH¢ a été approuvée lors de l'Assemblée générale annuelle de 2018 organisée le 27 juin 2019 et payé au cours de l'exercice.

Responsabilité sociale des entreprises

La Compagnie a dépensé un montant de 171,141 GH¢ au cours de l'exercice en matière de responsabilités sociales.

Rémunération de l'auditeur

La rémunération de l'auditeur indépendant figure dans la note no 31 à la page 53 de ces états financiers.

Capacité des administrateurs

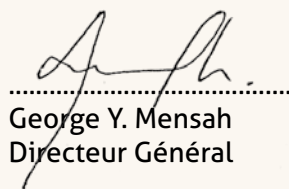
La Compagnie veille à ce que seules des personnes compétentes soient nommées au Conseil d'administration après avoir obtenu l'approbation nécessaire de l'autorité de régulation. Des programmes pertinents de formation et de renforcement des capacités sont mis en place pour permettre aux directeurs de s'acquitter de leurs fonctions.

Auditeur

Le commissaire aux comptes, PricewaterhouseCoopers, restera en fonction conformément à l'article 139, paragraphe 5, de la Loi sur les sociétés de 2019 (Loi 992).



George Otoo
Président du Conseil



George Y. Mensah
Directeur Général

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

AUX MEMBRES DE LA GHANA REINSURANCE COMPANY LIMITED

RAPPORT DE L'AUDIT DES ETATS FINANCIERS

Notre opinion

A notre avis, ces états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de la *Ghana Reinsurance Company Limited* ("la Compagnie") et de sa filiale (ensemble "le Groupe") au 31 décembre 2019 d'une part, et de la performance financière ainsi que des flux financiers de la Compagnie à elle seule et du Groupe pour l'exercice écoulé d'autre part, conformément aux normes internationales d'informations financières (IFRS), aux exigences de la loi de 2019 sur les sociétés, (Loi 992) et de la loi de 2006 sur les assurances (loi 724).

Ce que nous avons vérifié

Nous avons vérifié les états financiers de la Ghana Reinsurance Company Limited (La "Compagnie") et de sa filiale (ensemble "Le Groupe") pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Les états financiers comprennent :

- Les états séparés et consolidés de la situation financière au 31 décembre 2019 ;
- Les états séparés et consolidés du résultat global pour l'exercice écoulé ;
- Les états séparés et consolidés des variations de capitaux pour l'exercice écoulé ;
- Les états séparés et consolidés des flux de trésorerie pour l'exercice écoulé ; ainsi que
- les notes annexées aux états financiers séparés et consolidés qui comprennent un résumé de principales conventions comptables:

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit en conformité avec les Normes internationale d'audit (ISA). Les responsabilités que nous imposent ces normes sont décrites dans la section de ce rapport sur les Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à la vérification des états financiers consolidés et individuels.

Nous estimons que les informations probantes que nous avons obtenues sont suffisantes et adéquates pour étayer notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants du Groupe conformément au Code international d'éthique pour les comptables professionnels (y compris les normes internationales d'indépendance) (le Code) publié par le Conseil des normes d'éthique internationales pour les comptables (IESBA) et aux exigences d'indépendance de la section 143 de la Loi de 2019 sur les sociétés (Loi 992) qui sont pertinentes pour notre audit des états financiers séparés et consolidés. Nous avons rempli nos autres responsabilités éthiques conformément au Code.

Questions d'audit clefs

Les questions clefs sont celles qui, selon notre jugement professionnel, revêtent d'une importance majeure dans notre vérification des états financiers de l'exercice en cours. Ayant abordé ces questions dans le cadre de notre audit des états financiers de la Compagnie dans son ensemble et dans la formation de notre opinion sur ceux-ci, nous ne fournissons pas une opinion séparée sur ces mêmes questions.

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

AUX MEMBRES DE LA GHANA REINSURANCE COMPANY LIMITED

Question clef d'audit			Comment cette question a été traitée
Valorisation des passifs des contrats d'assurance	GH¢	GH¢	Nous avons pris connaissance et testé les contrôles retenus liés à la souscription et aux processus d'indemnisation.
Passifs de contrats d'assurance non-vie (sinistres en suspens)	106,278	95,498	Nous avons obtenu le rapport d'évaluation actuarielle de la Direction et déterminé la compétence, l'Indépendance et l'objectivité de ses experts actuariels.
Passifs de contrats vie (Fonds vie)	15,132	15,132	Nous avons évalué l'intégrité des données extraites en comparant les données utilisées pour l'estimation des passifs de contrats d'assurance avec les données enregistrées dans les systèmes de comptabilité financière.
La valorisation des passifs de contrat d'assurance comporte un aspect important de jugement étant donné le niveau de subjectivité inhérent à une estimation des effets possibles des évènements futurs peu certains ou inconnus et le risque potentiel des pertes qui en résulteraient.			Nous avons évalué l'intégrité des données extraites en comparant les données utilisées pour l'estimation des passifs de contrats d'assurance avec les données enregistrées dans les systèmes de comptabilité financière.
Pour les engagements relatifs aux contrats d'assurance non-vie, des estimations doivent être faites pour le coût final prévu de tous les paiements futurs au titre des sinistres encourus à la date de déclaration. Ces estimations comprennent les sinistres encourus mais non déclarés (IBNR). Le coût des sinistres en suspens est déterminé à l'aide des techniques d'estimation Chain Ladder, Loss Ratio et Cape Cod. Ces méthodes reposent sur des hypothèses explicites ou implicites relatives au montant prévu des règlements et aux modes de règlement des sinistres. L'hypothèse principale est que les modes de règlement des sinistres du passé resteront les mêmes à l'avenir.			Avec l'aide de nos experts actuariels, nous avons évalué les estimations du Groupe et déterminé si leurs méthodologies actuarielles étaient cohérentes avec les périodes précédentes.
L'évaluation de l'IBNR est entreprise par un actuaire indépendant recruté par le Groupe.			Nous avons évalué le caractère raisonnable des hypothèses appliquées dans les projections de la Direction en les comparant avec nos propres attentes, fondées sur notre connaissance du secteur et sur l'historique des revendications du Groupe.
Pour les passifs de contrat d'assurance vie, les hypothèses qui sont considérées les plus significatives dans l'estimation actuarielle des passifs de contrats d'assurance vie comprennent la mortalité et la morbidité, la persistance, les dépenses de renouvellement, le taux d'intérêt, le taux de rendement et le taux d'inflation. Un actuaire indépendant recruté par le Groupe est chargé de l'évaluation.			Nous avons déterminé le caractère raisonnable de l'hypothèse par rapport à la mortalité, à la morbidité, à la persistance, au taux de rendement sur les investissements et au taux d'inflation par rapport à une source indépendante de raisonnable. Nous avons évalué la base des hypothèses relatives au renouvellement et confirmé sa raisonnable en opérant une comparaison entre le pourcentage des dépenses de renouvellement et les données réelles sur les primes brutes et les dépenses.
Les notes 3.1 et 4.1.1 définissent les estimations critiques et le jugement qui ont guidé le calcul des passifs de contrats d'assurance. Les sinistres en suspens et les sinistres survenus mais non déclarés (IBNR) sont exposés dans la note 23 tandis que les passifs actuarielles des polices d'assurances-vie sont exposés dans la note 25 annexée aux états financiers.			Nous avons déterminé si les méthodologies actuarielles du Groupe utilisées dans l'estimation des passifs sont en conformité avec celles de la filière et avec les exercices précédents.
			Nous avons vérifié l'adéquation des informations fournies dans les états financiers.

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

AUX MEMBRES DE LA GHANA REINSURANCE COMPANY LIMITED

D'autres informations

Les Administrateurs sont responsables d'autres informations. Ces dernières incluent le Rapport des Administrateurs (mais n'incluent pas les états financiers individuels et consolidés ainsi que notre rapport d'audit sur ceux-ci que nous avons obtenus avant la date du présent rapport d'audit), le profil des Administrateurs, les faits saillants financiers et la déclaration du Président qui devraient nous parvenir après cette date-là.

Notre opinion sur les états financiers consolidés et individuels ne comporte pas les autres informations et nous n'émettons aucun avis de vérification sur ces dernières.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés et individuels, nos responsabilités consistent à prendre connaissance des autres informations identifiées ci-dessus et, ce faisant, à déterminer si elles diffèrent de manière appréciable des états financiers ou des renseignements que nous avons tirés de l'audit ou alors, si elles paraissent fondamentalement inexactes.

Toutefois si, nos analyses sur les autres informations obtenues préalablement au présent rapport nous amènent à constater que telles informations sont inexactes, nous sommes tenus de le signaler. A cet égard nous n'avons rien à signaler.

Si la lecture du Profil des Administrateurs, des Faits saillants financiers et de la Déclaration du Président nous indiquent que ces derniers contiennent des informations inexactes, nous serons tenus de le signaler aux responsables des questions de gouvernance.

Responsabilités des Administrateurs par rapport aux états financiers

Les Administrateurs sont responsables des états financiers qui donnent une image fidèle à ces derniers conformément aux dispositions des Normes internationales d'information financière et de la manière requise par la Loi de 2019 sur les sociétés (loi 992) et la Loi de 2006 sur les assurances (Loi 724). Par ailleurs, ils assurent les contrôles internes qu'ils jugent nécessaires en vue de l'élaboration des états financiers qui sont exempts d'inexactitudes substantielles due à la fraude ou à l'erreur.

En élaborant les états financiers consolidés et individuels, les Administrateurs sont chargés d'évaluer l'aptitude de la Compagnie et du Groupe à poursuivre leur activité, de communiquer, au cas échéant, les renseignements concernant l'entreprise et d'utiliser les systèmes de comptabilité de celle-ci sauf si les Administrateurs ont l'intention de mettre la Compagnie et le Groupe en liquidation ou de cesser ses activités ou sont obligés de le faire.

Les Administrateurs sont chargés de superviser le processus de communication d'information financière du Groupe.

Responsabilités de l'auditeur pour la vérification des états financiers

Nos objectifs visent, d'une part, à nous rassurer raisonnablement que les états financiers individuels et consolidés sont, d'une manière générale, dépourvus d'inexactitudes importantes dues à l'erreur ou à la fraude et, d'autre part, à produire un rapport qui intègre notre opinion. Bien que cette démarche soit d'un niveau élevé, elle ne constitue pas une garantie qu'un audit basé sur les principes des Normes internationales d'audit sera toujours en mesure de déceler une inexactitude significative partout où elle existe. Les inexactitudes peuvent résulter de fraude ou d'erreur mais elles sont considérées comme significatives si, individuellement ou collectivement elles sont susceptibles d'agir sur les décisions économiques prises par les utilisateurs sur la base de ces états financiers individuels et consolidés.

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

AUX MEMBRES DE LA GHANA REINSURANCE COMPANY LIMITED

Auditor's responsibilities for the audit of the financial statements (continued)

Conformément aux normes internationales d'audit, nous exerçons un jugement professionnel et maintenons un scepticisme professionnel tout au long de la vérification. Par ailleurs, nous cherchons :

- à identifier et à évaluer les risques d'inexactitude significative dans les états financiers que celle-ci soit due à un acte de fraude ou d'erreur, à mettre au point et à appliquer des procédures d'audit à même de répondre à ces risques et à obtenir des preuves qui sont suffisantes et adéquates pour étayer notre opinion. Le risque de ne pas détecter une inexactitude significative due à la fraude est plus élevé que celui émanant d'une erreur car la fraude peut découler de collusion, de falsification, d'omission intentionnelle ou d'une dérogation au contrôle interne;
- à comprendre les contrôles internes pertinents à l'audit en vue de mettre au point des procédures d'audit qui soient non seulement adaptées aux circonstances, mais aussi pas pour exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne du Groupe;
- à évaluer l'adéquation des principes comptables utilisés et le bien-fondé des estimations ainsi que les informations communiquées par les Administrateurs;
- à émettre un avis sur le choix par la Direction du système de comptabilité de l'entreprise et, en fonction de données d'audit obtenues, à déterminer s'il existe des incertitudes pertinentes liées à des événements ou à des facteurs susceptibles de remettre en question l'avenir du Groupe et sa capacité de poursuivre son activité. Si nous concluons à l'existence d'un tel risque, nous sommes alors tenus de le signaler dans notre rapport d'audit, notamment les informations pertinentes des états financiers individuels et consolidés ou, si telles informations sont inadéquates, de modifier notre opinion. Nos conclusions sont fondées sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport d'audit. Cependant, des événements ou conditions futurs pourront amener le Groupe à cesser de poursuivre ses activités;
- à évaluer la présentation générale, la forme et la teneur des états financiers y compris les renseignements communiqués, et à déterminer si les états financiers représentent effectivement les opérations et événements sous-jacents de manière à en assurer une image fidèle; et
- Obtenir des données probantes sur l'information financière concernant des structures ou des activités commerciales au sein du Groupe en vue d'émettre une opinion sur les états financiers consolidés et individuels. La responsabilité pour l'orientation, la supervision et la conduite de l'audit du Groupe nous incombe. Nous restons seuls responsables de notre opinion ainsi émise.

Nous communiquons avec les Administrateurs pour ce qui concerne la portée et le calendrier de l'audit et les conclusions y afférentes notamment les manquements au contrôle interne que nous constatons au cours de l'audit.

Par ailleurs, nous avons émis une déclaration à l'intention des Administrateurs indiquant que nous avons satisfait aux exigences éthiques concernant l'indépendance, et leur avons communiqué toutes les relations et autres sujets que l'on peut raisonnablement estimer susceptibles d'influer sur notre indépendance et, le cas échéant, les garanties connexes.

Parmi les questions communiquées aux Administrateurs, nous avons pris en compte ceux qui sont les plus significatifs dans l'audit de l'exercice en cours et qui constituent ainsi les questions clefs de l'audit. Nous présentons ces questions dans notre rapport, sauf si la loi ou la réglementation n'autorise pas la divulgation publique de telles questions ou, dans des cas extrêmement rares, si un sujet ne devrait pas être communiqué dans notre rapport car les conséquences néfastes éventuelles pourraient l'emporter sur les avantages d'intérêt public que pouvait représenter une telle information.

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

AUX MEMBRES DE LA GHANA REINSURANCE COMPANY LIMITED

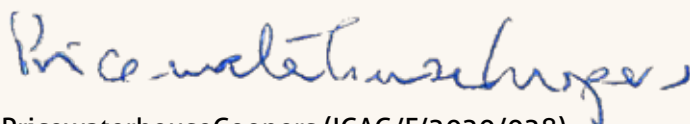


RAPPORT RELATIF A D'AUTRES EXIGENCES JURIDIQUES ET REGLEMENTAIRES

La Loi de 2019 sur les sociétés (Loi 992) exige qu'au cours de notre vérification, nous examinions et fournissions des renseignements sur les sujets suivants:

- i) Nous avons obtenu toutes les informations et explications qui, en toute bonne foi, étaient nécessaires à notre audit;
- ii) A notre avis, il y a eu une bonne tenue des livres comptables par la Compagnie, tel que cela ressort de notre audit; et
- iii) L'état de situation financière du Groupe et son état du résultat global sont conformes aux livres de comptes.

L'associé signataire de l'audit aboutissant à ce rapport du commissaire aux comptes est Oseini Amui (ICAG/P/1139).



PricewaterhouseCoopers (ICAG/F/2020/028)

Chartered Accountants

Accra, Ghana

Juin 2020



ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE

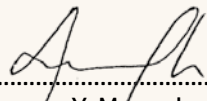
(Tous les montants sont cedis ghanéens)

		Le Groupe		La Compagnie	
	Note	2019	2018	2019	2018
Actifs					
Immobilisations Corporelles	6	12,928	12,982	10,711	11,097
Immeubles de placement	7	46,553	46,553	46,553	46,553
Investissement dans filiale	8	-	-	43,174	43,174
Actif d'impôt différé	9	11,272	4,301	10,323	3,857
Actif d'impôt exigible	10	-	1,947	-	1,259
Créances des compagnies cédantes et rétrocedantes	11	115,221	75,088	96,081	70,083
Autres actifs	12	13,002	12,633	13,576	12,230
Coût d'acquisition différé	13	13,740	11,390	11,638	10,343
Titres d'investissement					
- Disponible à la vente	14	50,804	47,760	50,804	47,760
- Détenu jusqu'à échéance	14	263,813	256,097	206,332	211,981
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	57,999	43,910	52,420	36,558
Total actifs		585,332	512,661	541,612	494,895
Capitaux propres					
Capital social	16	125,000	100,000	125,000	100,000
Excédent de capital	17	8,362	8,362	8,362	8,362
Reserve disponible à la vente	18	41,147	38,103	42,453	39,409
Reserve de conversion	19	15,536	7,067	-	-
Reserve statutaire	20	120,494	114,274	120,494	114,274
Bénéfices non distribués	21	54,642	64,701	48,809	62,478
Total capitaux		365,181	332,507	345,118	324,523
Provisions techniques					
Provision pour primes non-acquises	22	44,362	36,738	36,196	33,770
Sinistres en suspens	23	106,278	89,730	95,498	84,178
Commission différée	24	1,610	1,367	1,610	1,367
Fonds assurance vie	25	15,132	11,673	15,132	11,673
		167,382	139,508	148,436	130,988
Autres passifs					
Dettes de compagnies cédantes/ rétrocedantes	26	40,722	32,275	38,734	31,656
Passif d'impôt sur le revenu	10	2,448	-	1,747	-
Autres passifs	27	9,599	8,371	7,577	7,728
		52,769	40,646	48,058	39,384
Total passifs		220,151	180,154	196,494	170,372
Total capitaux propres et passifs		585,332	512,661	541,612	494,895

Les notes figurant aux pages 29 à 71 font partie intégrante de ces états financiers.

Les états financiers figurant aux pages 21 à 71 ont été approuvés par le Conseil d'administration le 29 mai 2020 et signés en son nom par :


.....
George Otoo
Président du Conseil


.....
George Y. Mensah
Directeur Général

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

(Tous les montants sont en milliers de cedis ghanéens)

	Note	Le Groupe		La Compagnie	
		2019	2018	2019	2018
Primes brute		253,371	205,659	222,370	185,391
Primes rétrocédées		(37,094)	(25,951)	(34,118)	(23,594)
Primes nettes		216,277	179,708	188,252	161,797
Primes non-acquises	22	(5,798)	17,672	(2,426)	18,508
Primes nettes acquises		210,479	197,380	185,826	180,305
Commission	28	5,149	3,506	5,063	3,481
Primes nettes et commission acquise		215,628	200,886	190,889	183,786
Sinistres nets survenus	29	(104,479)	(76,321)	(94,663)	(67,619)
Commission nette versée	30	(67,251)	(62,686)	(58,630)	(56,609)
Accroissement fonds vie	25	(3,459)	(4,497)	(3,459)	(4,497)
Taxes étrangères et courtages		(4,540)	(3,716)	(4,633)	(3,716)
Frais de gestion	31	(41,434)	(43,202)	(36,019)	(38,115)
Total frais de souscription		(221,163)	(190,422)	(197,404)	(170,556)
Profit/perte sur souscription		(5,535)	10,464	(6,515)	13,230
Produit de placement	32	29,375	28,164	25,205	23,783
Gains de change	33	15,808	7,477	15,808	7,477
Autres revenus	34	1,151	6,922	1,097	7,293
Bénéfice avant impôt		40,799	53,027	35,595	51,783
Taxe nationale de stabilisation fiscale	35	(1,780)	(2,589)	(1,780)	(2,589)
Charge d'impôt	36	(8,858)	(11,810)	(7,264)	(11,310)
Bénéfice pour l'exercice		30,161	38,628	26,551	37,884
Autres éléments du résultat:					
Eléments à reclasser en résultat:					
Gain de juste valeur sur les titres	14	3,044	1,876	3,044	1,876
Gains sur les activités à l'étranger		8,469	4,809	-	-
		11,513	6,685	3,044	1,876
Total résultat global		41,674	45,313	29,595	39,760

Les notes figurant aux pages 21 à 71 font partie intégrante de ces états financiers.

ETAT DE VARIATIONS DE CAPITAUX

(Tous les montants sont en Ghana cedis)

Le Groupe

Exercice clos au 31 Décembre 2019	Capital social	Bénéfices non distribués	Compte excédentaire de capital	Reserve disponible à la vente	Reserve statutaire	Total	Capital social
Solde au 1er janvier	100,000	64,701	7,067	8,362	38,103	114,274	332,507
Résultat de l'exercice	-	30,161	-	-	-	-	30,161
Autres résultats nets	-	-	8,469	-	3,044	-	11,513
Résultat global de l'exercice	-	30,161	8,469	-	3,044	-	41,674
Réserves statutaires et autres transferts							
Transferts au fonds de prévoyance	-	(6,220)	-	-	-	6,220	-
Transactions avec les propriétaires							
Capit. des bénéfices non distribués (Note 16)	25,000	(25,000)	-	-	-	-	-
Dividendes versés pour 2018 (Note 40)	-	(9,000)	-	-	-	-	(9,000)
Solde au 31 Décembre	125,000	54,642	15,536	8,362	41,147	120,494	365,181

Les notes figurant aux pages 21 à 69 font partie intégrante de ces états financiers.

ETAT DE VARIATION DE CAPITAUX

(Tous les montants sont en Ghana cedis)

Le Groupe

Exercice clos le 31 Décembre 2018	Capital social	Bénéfices non distribués	Compte excédentaire de capital	Reserve disponible à la vente	Reserve statutaire	Total	Capital social
Solde au 1er janvier	85,000	54,650	2,258	8,362	36,227	106,697	293,194
Résultat de l'exercice	-	38,628	-	-	-	-	38,628
Autres résultats nets	-	-	4,809	-	1,876	-	6,685
Résultat global de l'exercice	-	38,628	4,809	-	1,876	-	45,313
Réserves statutaires et autres transferts :							
Transferts au fonds de prévoyance	-	(7,577)	-	-	-	7,577	-
Transactions avec les propriétaires							
Capit. des bénéfices non distribués (Note 16)	15,000	(15,000)	-	-	-	-	-
Dividendes versés pour 2017 (Note 40)	-	(6,000)	-	-	-	-	(6,000)
Solde au 31 Décembre	100,000	64,701	7,067	8,362	38,103	114,274	332,507

Les notes figurant aux pages 21 à 71 font partie intégrante de ces états financiers.

ETAT DE VARIATIONS DE CAPITAUX

(Tous les montants sont en Ghana cedis)

La Compagnie

Exercice clos le 31 Décembre 2019	Capital social	Bénéfices non excédentaires distribués	Compte excédentaire de capital	Reserve disponible à la vente	Reserve statutaire	Total
Solde au 1er janvier	100,000	62,478	8,362	39,409	114,274	324,523
Résultat de l'exercice	-	26,551	-	-	-	26,551
Autres résultats nets	-	-	-	3,044	-	3,044
Résultat global de l'exercice	-	26,551	-	3,044	-	29,595
Réserves statutaires et autres transferts :						
Transferts au fonds de prévoyance	-	(6,220)	-	-	6,220	-
Transactions avec les propriétaires :						
Capit. des bénéfices non distribués (Note 16)	25,000	(25,000)	-	-	-	-
Dividendes versés pour 2018 (Note 40)	-	(9,000)	-	-	-	(9,000)
Solde au 31 Décembre	125,000	48,809	8,362	42,453	120,494	345,118

Les notes figurant aux pages 21 à 71 font partie intégrante de ces états financiers..

ETAT DE VARIATIONS DE CAPITAUX

(Tous les montants sont en Ghana cedis)

La Compagnie

Exercice clos le 31 Décembre 2018

	Capital social	Bénéfices non excédentaires distribués	Compte excédentaire de capital	Reserve disponible à la vente	Reserve statutaire	Total
Solde au 1er janvier	85,000	53,171	8,362	37,533	106,697	290,763
Résultat de l'exercice	-	37,884	-	-	-	37,884
Autres résultats nets	-	-	-	1,876	-	1,876
Résultat global de l'exercice	-	37,884	-	1,876	-	39,760
Réserves statutaires et autres transferts :						
Transferts au fonds de prévoyance	-	(7,577)	-	-	7,577	-
Transactions avec les propriétaires :						
Capit. des bénéfices non distribués (Note 16)	15,000	(15,000)	-	-	-	-
Dividendes versés pour 2017 (Note 40)	-	(6,000)	-	-	-	(6,000)
Solde au 31 Décembre	100,000	62,478	8,362	39,409	114,274	324,523

Les notes figurant aux pages 21 à 69 font partie intégrante de ces états financiers.

ETAT DE FLUX FINANCIERS

(Tous les montants sont en Ghana cedis)

	Le Groupe		La Compagnie	
	2019	2018	2019	2018
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation				
Bénéfice avant impôt:	40,799	53,027	35,595	51,783
Provision pour :				
Dépréciation et amortissement	1,312	1,037	1,163	988
Amortissement des actifs incorporels	-	130	-	130
Perte sur vente de biens et d'équipements	-	1	-	-
Dépréciation des immobilisations corporelles	-	249	-	249
Gains de juste valeur sur immeuble de placement	-	(4,894)	-	(4,894)
Ecart de change nets	1,192	4,656	-	-
Marge brute d'autofinancement sur chiffre d'affaire	43,303	54,206	36,758	48,256
Variations de créances des compagnies cédantes/rétrocédantes	(40,133)	(7,355)	(25,998)	(9,202)
Variations d'autres actifs	(1,275)	1,245	(1,346)	(1,792)
Variations de coûts d'acquisitions différées	(2,350)	5,389	(1,295)	5,850
Variations de provision pour primes non-acquises	7,624	(17,445)	2,426	(18,508)
Variations d'effets à recevoir	16,548	21,237	11,320	20,797
Variations de commission différée	243	(874)	243	(874)
Variations de fonds Vie	3,459	4,497	3,459	4,497
Variations de dettes des compagnies cédantes et rétrocedantes	8,447	(21,908)	7,078	(20,539)
Variations d'autres passifs	1,020	(5,501)	41	(3,104)
Variations d'actifs opérationnels nets:				
Produits de titres de participation	-	3,161	-	3,161
Produits des titres détenus jusqu'à l'échéance	446	-	5,649	-
Achat de titres détenus jusqu'à l'échéance	-	(15,646)	-	(16,871)
Flux de trésorerie liés aux activités	37,332	21,006	38,335	11,671
Taxe nationale de stabilisation fiscale versée	(1,972)	(2,500)	(1,972)	(2,500)
Impôt sur revenus versés	(11,361)	(15,750)	(10,724)	(13,311)
Flux de trésorerie net provenant des (affectés aux) activités d'investissement	23,999	2,756	25,639	(4,140)
Flux de trésorerie d'exploitation				
Achat d'immobilisations corporelles	(910)	(2,209)	(777)	(1,837)
Flux de trésorerie net affectes aux activités d'investissement	(910)	(2,209)	(777)	(1,837)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement				
Dividendes versés	(9,000)	(6,000)	(9,000)	(6,000)
Flux trésorerie nette sur activités financières	(9,000)	(6,000)	(9,000)	(6,000)
Accroissement/ (diminution)/trésorerie et équivalents de trésorerie	14,089	(5,453)	15,862	(11,977)
Trésorerie et équivalents de trésorerie en début d'exercice	43,910	49,363	36,558	48,535
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin d'exercice	57,999	43,910	52,420	36,558

Les notes figurant aux pages 21 à 71 font partie intégrante de ces états financiers..



Ghana Re

A
NEW FACE
WITH
RENEWED
STRENGTH
READY
TO SUPPORT
AND DEVELOP
OUR CLIENTS
FOR
THE FUTURE



Growth

GHANA REINSURANCE CO. LTD

Head Office - Plot 24, Sudan Road, Ambassador Hotel Area, Ridge, Accra P. O. AN 7509 Accra-North
Tel: +233 (0)302 633 733 Fax: +233 (0)302 633 711 Email: info@ghanare.com Web: www.ghanare.com

Regional Office - 30 General De Gaulle Avenue, Bonanjo, P. O. Box 1177 Douala, Cameroon. Tel: + 237 233423378

Regional Office - Kenya, TRV Office Plaza, 58 Muthithi Road Suit 2D, Westlands.
P. O. Box 42916-00100, Nairobi, Kenya. Tel: +254 20 3748974/5

RATING: AM BEST - Financial Strength: B, Issuer Credit: bb

GHANA RE *Your Reinsurer of choice*

NOTES

1. Entité déclarante

La Ghana Reinsurance Company Limited ("la Compagnie") est une société privée à responsabilité limitée constituée et domiciliée au Ghana. L'activité principale de la Compagnie consiste à souscrire des affaires de réassurance. La Compagnie opère en vertu des dispositions de la loi sur les sociétés de 2019 (loi 992) et de la loi sur les assurances de 2006 (loi 724). Le siège social de la société se trouve à la parcelle 24, Sudan Road, Ridge, Accra. Les états financiers séparés et consolidés comprennent les états financiers de la société autonome et de sa filiale (ensemble le "Groupe") pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

2. Résumé de principales conventions comptables

Les principales conventions comptables adoptées par la Compagnie dans la préparation de ces états financiers sont présentées ci-dessous. Ces méthodes ont été appliquées de manière cohérente à tous les exercices présentés, sauf indication contraire.

2.1 Base de l'élaboration

2.1.1 Déclaration de conformité

Les états financiers ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) et de la manière requise par la loi sur les sociétés, 2019 (Loi 992), et la Loi sur les assurances, 2006 (loi 724).

2.1.2 Critères de mesure

Les états financiers ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception des éléments suivants :

- les instruments financiers non dérivés évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont évalués à leur juste valeur ;
- les actifs disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur ; et
- les immeubles de placements et certaines immobilisations corporelles sont évalués à leur juste valeur.

2.1.3 Utilisation d'estimation et de jugement

La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite l'utilisation de certaines estimations comptables critiques. Elle exige également que les Administrateurs exercent leur jugement dans le processus d'application des méthodes comptables de la Compagnie. Les domaines impliquant un degré plus élevé de jugement ou de complexité, ou les domaines dans lesquels les hypothèses et les estimations sont importantes pour les états financiers sont présentés dans la note 3.

Les états financiers ont été établis sur la base de la continuité de l'exploitation de la Compagnie et de sa filiale.

2.1.4 Normes nouvelles et modifiées adoptées par le Groupe

IFRS 16 – Contrats de location

Le Groupe a adopté la norme IFRS 16 - Contrats de location à partir du 1er janvier 2019, ce qui a entraîné des changements de méthodes comptables. Aucun ajustement n'a été effectué lors de l'adoption de la norme IFRS 16, car il n'y a pas eu d'effet significatif sur le Groupe lors de l'adoption de cette norme.

Interprétation 23, Incertitude sur les traitements fiscaux

L'interprétation qui est entrée en vigueur le 1er janvier 2019 explique comment comptabiliser et évaluer les actifs et passifs d'impôts différés et courants lorsqu'il existe une incertitude sur un traitement fiscal. Elle aborde en particulier les questions suivantes :

- comment déterminer l'unité de compte appropriée, et le critère selon lequel que chaque traitement fiscal incertain devrait être considéré séparément ou ensemble comme un groupe, selon l'approche qui permettra de mieux prévoir la résolution de l'incertitude ;
- le principe selon lequel l'entité doit assumer une autorité fiscale, examiner les traitements fiscaux incertains et avoir pleine connaissance de toutes les informations connexes, c'est-à-dire que le risque de détection doit être ignoré ;
- le principe selon lequel l'entité doit prendre en compte l'effet de l'incertitude dans sa comptabilité fiscale lorsqu'il n'est pas probable que les autorités fiscales acceptent le traitement ;

NOTES (suite)

2. Résumé des principales conventions comptables (suite)

2.1 Critères de mesure (suite)

2.1.4 Normes nouvelles et modifiées adoptées par le Groupe (suite)

Interprétation 23, Incertitude sur les traitements fiscaux (suite)

- la nécessité de mesurer l'incertitude en utilisant soit la méthode de la quantité la plus probable, soit celle de la valeur attendue, selon la méthode qui prédit le mieux la résolution de l'incertitude ; et
- la nécessité de réévaluer les jugements et les estimations effectués chaque fois que les circonstances ont changé ou qu'il y a de nouvelles informations qui affectent les jugements.

La Compagnie a examiné les directives incluses dans l'interprétation et a conclu que l'approche prescrite n'a pas d'impact significatif sur la Compagnie et le Groupe.

Améliorations annuelles des normes IFRS Cycle 2015-2017

Les améliorations suivantes ont été finalisées en décembre 2017 et sont entrées en vigueur pour les périodes de déclaration commençant le 1er janvier 2019 ou après :

- IFRS 3 - précise que l'obtention du contrôle d'une entreprise qui est une opération conjointe est un regroupement d'entreprises réalisé par étapes.
- IFRS 11 - précise que la partie obtenant le contrôle conjoint d'une entreprise qui est une opération conjointe ne doit pas réévaluer sa participation antérieure dans l'opération conjointe.
- IAS 12 - précise que les conséquences fiscales des dividendes sur les instruments financiers classés comme capitaux propres doivent être comptabilisées en fonction de l'endroit où les transactions ou événements passés qui ont généré des bénéfices distribuables ont été comptabilisés.
- - IAS 23 - précise que si un emprunt spécifique reste en cours après que l'actif éligible correspondant est prêt à être utilisé ou vendu, il devient partie intégrante des emprunts généraux.

2.1.5 Normes et interprétations nouvelles et modifiées non encore adoptées par le Groupe

IFRS 9, 'Instruments financiers'

IFRS 9 Financial Instruments (issued in July 2014) – This standard will replace IAS 39 (and all the previous versions of IFRS 9) is effective for annual periods beginning on or after 1 January 2019. It contains requirements for the classification and measurement of financial assets and financial liabilities, impairment, hedge accounting and derecognition:

- IFRS 9 Instruments financiers (publiée en juillet 2014) - Cette norme qui remplacera l'IAS 39 (et toutes les versions précédentes de l'IFRS 9) est applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019. Elle contient des exigences pour la classification et l'évaluation des actifs et passifs financiers, la dépréciation, la comptabilité de couverture et la décomptabilisation :
L'IFRS 9 exige que tous les actifs financiers comptabilisés soient ultérieurement évalués au coût amorti ou à la juste valeur (par le biais du compte de résultat ou des autres éléments du résultat global), en fonction de leur classification par rapport au modèle d'entreprise dans le cadre duquel ils sont détenus et de leurs caractéristiques contractuelles de flux de trésorerie.
- Pour les passifs financiers, l'effet le plus important de l'IFRS 9 concerne les cas où l'option de la juste valeur est prise : le montant de la variation de la juste valeur d'un passif financier désigné comme étant à la juste valeur par le biais du compte de résultat qui est attribuable aux changements du risque de crédit de ce passif est comptabilisé dans les autres éléments du résultat global (plutôt que dans le compte de résultat), à moins que cela ne crée une inadéquation comptable.
- Pour la dépréciation des actifs financiers, l'IFRS 9 introduit un modèle de "perte de crédit attendue" basé sur le concept de prévoir les pertes attendues au début d'un contrat ; il ne sera plus nécessaire qu'il y ait une preuve objective de dépréciation avant qu'une perte de crédit ne soit comptabilisée.
- Pour la comptabilité de couverture, l'IFRS 9 introduit une révision substantielle permettant aux états financiers de mieux refléter la manière dont les activités de gestion des risques sont entreprises lors de la couverture des expositions aux risques financiers et non financiers.
- Les dispositions de décomptabilisation sont reprises presque sans changement de la norme IAS 39.

NOTES (suite)

2. Résumé des principales conventions comptables (suite)

2.1 Critères de mesure (suite)

2.1.5 Normes et interprétations nouvelles et modifiées non encore adoptées par le Groupe

IFRS 9, 'Instruments financiers' (suite)

La Direction ayant évalué les effets de l'application de la nouvelle norme sur les états financiers de la Compagnie a identifié les domaines susceptibles d'être concernés comme suit

- Modification dans la classification des actifs financiers.
- Introduction d'un modèle pour l'estimation des risques de crédit attendus ou subis et l'utilisation d'informations prévisionnelles.
- 12 mois de perte de crédit calculée pour les actifs de niveau 1 et la perte de crédit escompté durant la vie pour les actifs des niveaux 2 et 3.

Amendements à l'IFRS 4 : Application de l'IFRS 9 Instruments financiers avec l'IFRS 4 Contrats d'assurance

Amendements à la norme IFRS 4 intitulée Application de la norme IFRS 9 Instruments financiers aux contrats d'assurance (publié en septembre 2016) - Les amendements, applicables aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2018, comprennent:

- Une option qui permet aux entités de reclasser, à partir du compte de résultat vers les autres éléments du résultat global, une partie des revenus ou des charges provenant d'actifs financiers désignés (l'"approche de superposition").
- Une option d'exemption temporaire de l'application de la norme IFRS 9 pour les entités dont l'activité prédominante consiste à émettre de contrats dans le cadre de la norme IFRS 4 (l'"approche du report").

La Compagnie est en train de mettre en œuvre la norme IFRS 9 conjointement avec la mise en œuvre de la norme IFRS 17 et a décidé d'appliquer l'option exemption temporaire de la norme IFRS 9, afin de la mettre en œuvre conjointement avec la norme IFRS 17 Contrats d'assurance en 2023. Une évaluation de l'éligibilité de la Compagnie à appliquer cette exemption se trouve dans la note 42.

Le 17 mars 2020, l'IASB a annoncé un report de la date d'entrée en vigueur de l'IFRS 17 au 1er janvier 2023, avec une extension correspondante de l'exemption temporaire accordée aux réassureurs pour appliquer l'IFRS 9 à la même date. L'IASB prévoit de publier les amendements à l'IFRS 17 au cours du deuxième trimestre 2020.

2.1.6 Nouvelles normes et interprétations publiées mais pas encore entrées en vigueur

IFRS 17, 'Contrats d'assurance'

La nouvelle norme établit les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information des contrats d'assurance et remplace la norme IFRS 4 Contrats d'assurance. L'IASB a publié la norme IFRS 17, "Contrats d'assurance", et a ainsi ouvert une nouvelle ère de comptabilité pour les assureurs. Alors que la norme actuelle, l'IFRS 4, permet aux assureurs d'utiliser leurs GAAP locaux, l'IFRS 17 définit des règles claires et cohérentes qui augmenteront considérablement la comparabilité des états financiers. Pour les assureurs, le passage à l'IFRS 17 aura un impact sur les états financiers et sur les principaux indicateurs de performance.

Le modèle général exige que les entités évaluent un contrat d'assurance lors de sa comptabilisation initiale au total des flux de trésorerie de l'exécution (y compris les flux de trésorerie futurs estimés, un ajustement pour refléter la valeur temporelle de l'argent et un ajustement de risque explicite pour le risque non financier) et de la marge des services contractuels.

Les flux de trésorerie de l'exécution sont réévalués sur une base courante à chaque période de déclaration. Le bénéfice non acquis (marge de service contractuelle) est comptabilisé sur la période de couverture. Outre ce modèle général, la norme prévoit, à titre de simplification, l'approche de la répartition des primes. Cette approche simplifiée est applicable à certains types de contrats, y compris ceux dont la période de couverture est d'un an ou moins. Pour les contrats d'assurance avec participation directe, c'est l'approche des frais variables qui s'applique. L'approche à frais variables est une variante du modèle général. Lors de l'application de l'approche à honoraires variables, la part de l'entité dans les variations de la juste valeur des éléments sous-jacents est incluse dans la marge des services contractuels. En conséquence, les variations de la juste valeur ne sont pas comptabilisées en résultat dans la période au cours de laquelle elles se produisent, mais sur la durée de vie restante du contrat.

NOTES (suite)

2. Résumé des principales conventions comptables (suite)

2.1 Base de l'élaboration (suite)

2.1.6 Nouvelles normes et interprétations publiées mais pas encore entrées en vigueur (suite)

Définition d'une entreprise - Amendements à l'IFRS 3

La définition modifiée d'une entreprise exige qu'une acquisition comprenne un intrant et un processus de fond qui, ensemble, contribuent de manière significative à la capacité de créer des extrants. La définition du terme "outputs" est modifiée pour se concentrer sur les biens et services fournis aux clients, générant des revenus d'investissement et d'autres revenus, et elle exclut les retours sous la forme de coûts réduits et d'autres avantages économiques. Les modifications auront probablement pour conséquence que davantage d'acquisitions seront comptabilisées comme des acquisitions d'actifs. La date d'entrée en vigueur est le ou après le 1er janvier 2020.

Définition du terme "matériel" - Amendements à l'IAS 1 et à l'IAS 8

L'IASB a apporté des modifications à l'IAS 1 Présentation des états financiers et à l'IAS 8 Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs, qui utilisent une définition cohérente de l'importance relative dans l'ensemble des normes internationales d'information financière et du cadre conceptuel de l'information financière, précisent quand une information est importante et incorporent certaines des indications de l'IAS 1 sur les informations non significatives.

En particulier, les amendements portent des précisions sur les éléments suivants :

- la référence à l'occultation d'informations concerne les situations dans lesquelles l'effet est similaire à l'omission ou à la présentation erronée de ces informations, et qu'une entité évalue l'importance relative dans le contexte des états financiers dans leur ensemble
- la signification des "utilisateurs principaux des états financiers à usage général" auxquels ces états financiers sont destinés, en les définissant comme "les investisseurs, prêteurs et autres créanciers existants et potentiels" qui doivent se fier aux états financiers à usage général pour une grande partie des informations financières dont ils ont besoin.

La date d'entrée en vigueur est le ou après le 1er janvier 2020.

2.2 Principes de consolidation et de mise en équivalence

Filiales

Les filiales sont toutes les entités (y compris les entités structurées) sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle. Le Groupe contrôle une entité lorsque le Groupe est exposé ou a des droits sur des rendements variables provenant de son implication dans l'entité et a la capacité d'affecter ces rendements grâce à son pouvoir de diriger les activités de l'entité. Les filiales sont consolidées par intégration globale à partir de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles sont déconsolidées à partir de la date à laquelle le contrôle cesse.

La méthode de l'acquisition est utilisée pour comptabiliser les regroupements d'entreprises par le Groupe.

Les transactions inter-sociétés, les soldes et les gains non réalisés sur les transactions entre sociétés du Groupe sont éliminés. Les pertes non réalisées sont également éliminées à moins que la transaction ne fournisse la preuve d'une dépréciation de l'actif transféré. Les méthodes comptables des filiales ont été modifiées lorsque cela était nécessaire pour assurer la cohérence avec les méthodes adoptées par le Groupe.

Les participations sans contrôle dans les résultats et les fonds propres des filiales sont indiquées séparément dans l'état de résultat consolidé, l'état de résultat global, l'état de variations de capitaux et l'état de la situation financière, le cas échéant, dans les cas où les filiales n'appartiennent pas entièrement au Groupe.

Entreprises associées

Les entreprises associées sont toutes les entités sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable, mais sans contrôle ni contrôle conjoint. C'est généralement le cas lorsque le Groupe détient entre 20% et 50% des droits de vote. Les participations dans les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, après avoir été initialement comptabilisées au coût.

NOTES (suite)

2. Résumé des principales conventions comptables (suite)

2.2 Principes de consolidation et de mise en équivalence (suite)

Méthode de mise en équivalence

Selon la méthode de mise en équivalence, les participations sont initialement comptabilisées au coût et sont ensuite ajustées pour comptabiliser la part du Groupe dans les profits ou les pertes de l'entreprise détenue postérieurement à l'acquisition en résultat, et la part du Groupe dans les mouvements des autres éléments du résultat global de l'entreprise détenue en autres éléments du résultat global. Les dividendes reçus ou à recevoir des entreprises associées et des coentreprises sont comptabilisés en réduction de la valeur comptable de l'investissement.

Lorsque la part du Groupe dans les pertes d'une participation comptabilisée en équivalence est égale ou supérieure à sa participation dans l'entité, y compris toute autre créance à long terme non garantie, le Groupe ne comptabilise pas de pertes supplémentaires, sauf s'il a encouru des obligations ou effectué des paiements au nom de l'autre entité.

Les gains non réalisés sur les transactions entre le Groupe et ses entreprises associées et coentreprises sont éliminés à hauteur de la participation du Groupe dans ces entités. Les pertes non réalisées sont également éliminées, sauf si la transaction fournit des preuves d'une dépréciation de l'actif transféré.

La valeur comptable des investissements comptabilisés en capitaux propres est soumise à un test de dépréciation conformément à la politique décrite à la note 2.7.

Changements dans les participations

Le Groupe traite les transactions avec les intérêts minoritaires qui n'entraînent pas de perte de contrôle comme des transactions avec les actionnaires du Groupe. Un changement de participation entraîne un ajustement entre les valeurs comptables des participations de contrôle et des participations sans contrôle afin de refléter leurs intérêts relatifs dans la filiale. Toute différence entre le montant de l'ajustement des participations ne donnant pas le contrôle et toute contrepartie payée ou reçue est comptabilisée dans une réserve distincte au sein des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère.

Lorsque le Groupe cesse de consolider ou de comptabiliser en capitaux propres un investissement en raison d'une perte de contrôle, de contrôle conjoint ou d'influence notable, toute participation conservée dans l'entité est réévaluée à sa juste valeur, la variation de la valeur comptable étant comptabilisée en résultat. Cette juste valeur devient la valeur comptable initiale aux fins de la comptabilisation ultérieure de la participation conservée en tant qu'entreprise associée, coentreprise ou actif financier. En outre, tout montant précédemment comptabilisé en autres éléments du résultat global pour cette entité est comptabilisé comme si le Groupe avait directement cédé les actifs ou les passifs correspondants. Cela peut signifier que les montants précédemment comptabilisés en autres éléments du résultat global sont reclassés en résultat.

Si la participation dans une coentreprise ou une entreprise associée est réduite mais que le contrôle conjoint ou l'influence notable est conservé, seule une part proportionnelle des montants précédemment comptabilisés en autres éléments du résultat global est reclassée en résultat le cas échéant.

2.3 Conversion de devises étrangères

Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les éléments inclus dans les états financiers sont évalués en utilisant la devise de l'environnement économique primaire dans lequel l'entité opère ("la devise fonctionnelle"). Les états financiers sont présentés en cedi ghanéen (GH¢), qui est la monnaie fonctionnelle et de présentation de l'entreprise.

Transactions et soldes

Les transactions en devises étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle en utilisant les taux de change aux dates des transactions. Les gains et pertes de change résultant du règlement de ces transactions et de la conversion des actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères aux taux de change de fin d'année sont généralement comptabilisés en résultat.

NOTES (suite)



2. Résumé des principales conventions comptables (suite)

2.3 Conversion de devises étrangères (suite)

Transactions et soldes (suite)

Les éléments non monétaires qui sont évalués à la juste valeur dans une devise étrangère sont convertis en utilisant les taux de change à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Les écarts de conversion sur les actifs et les passifs comptabilisés à la juste valeur sont comptabilisés comme faisant partie du gain ou de la perte de juste valeur. Les éléments non monétaires qui sont évalués en termes de coût historique dans une devise étrangère sont convertis aux taux de change en vigueur aux dates de la comptabilisation initiale.

Sociétés de groupe

Les résultats et la situation financière des opérations étrangères qui ont une monnaie fonctionnelle différente de la monnaie de présentation sont convertis dans la monnaie de présentation comme suit:

- les actifs et passifs de chaque bilan présenté sont convertis au taux de clôture à la date de cet état de la situation financière,
- les produits et les charges de chaque état de résultat et état du résultat global sont convertis aux taux de change moyens (sauf si cela ne constitue pas une approximation raisonnable de l'effet cumulé des taux en vigueur aux dates des transactions, auquel cas les produits et les charges sont convertis aux dates des transactions), et
- tous les écarts de change qui en résultent sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global

Lors de la consolidation, les écarts de change résultant de la conversion de tout investissement net dans des entités étrangères, ainsi que des emprunts et autres instruments financiers désignés comme couvertures de ces investissements, sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Lorsqu'une activité à l'étranger est vendue ou que des emprunts faisant partie de l'investissement net sont remboursés, les différences de change associées sont reclassées en résultat, dans le cadre du profit ou de la perte sur la vente.

Le goodwill et les ajustements de la juste valeur résultant de l'acquisition d'une activité à l'étranger sont traités comme des actifs et des passifs de l'activité à l'étranger et convertis au taux de clôture.

2.4 Immobilisations corporelles

Comptabilisation initiale

Les immobilisations corporelles sont initialement enregistrées au coût moins l'amortissement cumulé et les pertes de valeur. Les coûts comprennent les dépenses directement attribuées à l'acquisition de l'actif. Les logiciels achetés qui font partie intégrante des fonctionnalités de l'équipement concerné sont immobilisés comme composants de cet équipement. Lorsque certaines parties d'un élément ont des durées utiles différentes, elles sont comptabilisées comme des éléments séparés (éléments majeurs).

Le coût des actifs produits par l'entreprise comprend le coût des matériaux, le coût de la main d'œuvre direct, tous les frais liés à la mise en service de ces actifs pour l'usage auquel ils sont destinés, le coût de démantèlement, d'enlèvement et de la mise en état du site sur lesquels ils étaient situés, ainsi que les coûts d'emprunts capitalisés.

Coûts subséquents

Les frais de remplacement d'un élément d'immobilisation corporelle sont comptabilisés dans la valeur comptable de ce dernier s'il est fort probable que les retombées économiques vont profiter à la Compagnie et que les coûts peuvent être mesurés de façon sûre. Les coûts de l'entretien quotidien des immobilisations corporelles sont comptabilisés dans les comptes des pertes et profits lorsqu'ils sont engagés.

Amortissement

L'amortissement est estimé de façon linéaire sur la durée de vie estimée d'une immobilisation corporelle en vue d'annuler le coût des éléments d'immobilisations corporelles moins leur valeur résiduelle et il est généralement inscrit en pertes et profits.

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité retenues y compris la méthode de dépréciation sont revues et, le cas échéant, ajustées à chaque clôture.

NOTES (suite)

2. Résumé des principales conventions comptables (suite)

2.4 Immobilisations corporelles (suite)

La durée de vie estimative des immobilisations corporelles aux taux annuels suivants pour les exercices actuels et comparatifs est comme suit :

Bâtiment siège	-	3%
Fournitures de bureau	-	15% to 20%
Ordinateurs	-	33.3%
Véhicules automobiles	-	25%

La méthode d'amortissement, les durées de vie et les valeurs résiduelles font l'objet d'une réévaluation à chaque fin d'exercice. Les gains et les pertes sur immobilisations corporelles sont inclus dans le compte de résultat.

Décomptabilisation

Une immobilisation corporelle est décomptabilisée lors de sa cession ou lorsqu'aucun avantage économique n'est attendu de son utilisation ou cession. Tout gain ou perte constaté lors de la décomptabilisation d'un actif (différence entre le produit net de la cession et la valeur comptable de l'actif) est inclus dans l'année de sa décomptabilisation.

Réévaluation

Une augmentation de valeur comptable à la suite de la réévaluation des terres et des bâtiments sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et constatés en capitaux propres. Des diminutions qui contrebalancent les augmentations précédentes du même actif sont comptabilisées en autres éléments du résultat global et porté au débit du compte de capital excédentaire comptabilisé directement en capitaux propres. Les autres diminutions sont comptabilisées en résultat.

A la suite de la vente des actifs réévalués, les montants compris dans le compte de capital excédentaire sont transférés au compte de revenu excédentaire.

2.5 Immeubles de placement

Les propriétés non occupées par la Compagnie et destinées à générer une revenue locative à long terme où en vue de valoriser le capital ou les deux sont assimilées à des biens de placement. Les immeubles de placement comprennent les immeubles en cours de construction ou d'aménagement en vue d'utilisation ultérieure en tant qu'immeuble de placement.

Un immeuble de placement est évalué initialement à son coût, y compris les coûts de transaction connexes et, le cas échéant, les coûts d'emprunt.

Après une première comptabilisation, les immeubles de placement sont évalués à leur juste valeur. Les immeubles en construction sont évalués à leur juste valeur si celle-ci est déterminable de façon fiable.

La juste valeur d'un immeuble de placement reflète, entre autre, le revenu locatif de contrats de location courants et des hypothèses qui seraient utilisés par les intervenants du marché dans leur estimation du prix de l'immeuble dans les conditions actuelles du marché.

Les dépenses ultérieures ne sont capitalisées que lorsque les avantages économiques associés à cette dépense profiteront à la Compagnie et si la valeur de cette dépense peut être estimée de façon fiable. Tous les autres frais de réparation et de maintenance sont comptabilisés en charges au fur et à mesure des dépenses. Lorsqu'une partie d'un immeuble de placement est remplacée, la valeur comptable de la partie remplacée est décomptabilisée.

Si l'évaluation obtenue pour un immeuble en location est nette de tous les paiements dont l'exécution est attendue, tout passif de location comptabilisé séparément dans l'état de la situation financière est intégré, à des fins comptables, à la valeur comptable de l'immeuble de placement.

Lorsque le Groupe dispose d'un bien à sa juste valeur dans une transaction sans lien de dépendance, la valeur comptable précédant la vente est ajustée au prix de la transaction, et l'ajustement est enregistré en résultat.

NOTES (suite)



2. Résumé des principales conventions comptables (suite)

2.5 Immeubles de placement (suite)

Les variations de la juste valeur sont comptabilisées en résultat. Les immeubles de placement sont décomptabilisés lors de leur cession.

Lorsque le Groupe dispose d'un bien à sa juste valeur dans une transaction sans lien de dépendance, la valeur comptable précédant la vente est ajustée au prix de la transaction, et l'ajustement est enregistré en résultat.

Lorsqu'un bien occupé par son propriétaire devient un immeuble de placement, il est reclassé en immobilisation corporelle. Sa juste valeur à la date de reclassification devient son coût aux fins comptables subséquents. Si un élément d'un immeuble occupé par son propriétaire devient un bien de placement suite à un changement d'utilisation, tout écart entre la valeur comptable et la valeur juste de cet élément à la date de la cession est traité de la même manière qu'une réévaluation dans le cadre d'IAS 16. Toute augmentation de la valeur comptable du bien qui en résulte est comptabilisée en résultat dans la mesure où cette augmentation annule une perte antérieure, et tout solde de l'augmentation est comptabilisé en autres éléments du résultat global et augmente l'écart de réévaluation dans les capitaux propres.

Lorsqu'un immeuble de placement subit un changement d'utilisation mis en évidence par un commencement d'aménagement en vue de sa vente, la propriété est transférée aux stocks. Le coût présumé d'un immeuble de placement pour sa comptabilisation ultérieure en tant que stocks constitue sa valeur juste à la date du changement d'utilisation.

2.6 Actifs incorporels

Les actifs incorporels comprennent le coût des logiciels informatiques. Ils sont évalués au coût d'acquisition, net des montants cumulés des amortissements et de dépréciations. L'amortissement se fait de façon linéaire compte tenu de la valeur résiduelle et d'une durée de vie estimative de 3.

2.7 Dépréciations d'actifs non-financiers

Les actifs non-financiers sont revus à chaque date de clôture pour déterminer s'il y a une indication de dépréciation. En présence d'une telle indication, la valeur recouvrable est estimée. Aux fins de l'évaluation du montant recouvrable, les actifs sont comparés aux niveaux les plus bas pour lesquelles il existe des flux de trésorerie individuellement identifiables (unités génératrices de trésorerie -UGT). La valeur recouvrable d'un actif est le montant le plus élevé entre sa juste valeur moins le coût de la vente et sa valeur d'utilité (à savoir la valeur actuelle des flux futurs prévus de l'actif en question ou des UGT). Une dépréciation est comptabilisée en résultat à raison de l'excédent de la valeur comptable d'un actif sur sa valeur recouvrable.

Le Groupe évalue les pertes de valeur pour déceler des reprises lorsque les événements ou les circonstances indiquent qu'une telle mesure est pertinente. La valeur comptable accrue d'un actif ou d'une reprise de valeur ne pourra dépasser la valeur comptable qui aurait été déterminée (nette des amortissements) si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée au cours des exercices précédents.

2.8 Impôts

L'impôt sur le revenu de l'exercice comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il est lié à des éléments comptabilisés directement dans les fonds propres ou dans les autres éléments du résultat global, auquel cas l'impôt connexe est également comptabilisé en fonds propres ou autres éléments du résultat global.

Impôt exigible

Les actifs et passifs d'impôt sur le revenu pour la période en cours sont évalués au montant que l'on s'attend à recouvrer auprès des autorités fiscales ou à leur verser. Les taux d'imposition et les lois fiscales utilisés pour calculer le montant sont ceux qui sont en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de clôture. Les actifs et passifs d'impôt sur le résultat courant comprennent également les ajustements pour l'impôt que l'on s'attend à devoir payer ou à recouvrer au titre des périodes précédentes. L'impôt sur le résultat courant relatif aux éléments comptabilisés directement en capitaux propres ou en autres éléments du résultat global est comptabilisé en capitaux propres ou en autres éléments du résultat global et non en résultat.

NOTES (suite)

2. Résumé des principales conventions comptables (suite)

2.8 Impôts (suite)

Impôt différé

L'impôt différé sur le revenu est comptabilisé pour les différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs à des fins d'information financière et les montants utilisés à des fins fiscales. L'impôt sur le revenu différé n'est pas comptabilisé pour les différences temporaires lors de la comptabilisation initiale des actifs ou des passifs dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice ou la perte comptable ni le bénéfice ou la perte imposable.

L'évaluation de l'impôt différé sur le revenu reflète les conséquences fiscales qui découleraient de la manière dont le Groupe s'attend, à la fin de l'exercice, à recouvrer ou à régler la valeur comptable de ses actifs et passifs.

L'impôt sur le revenu différé est mesuré aux taux d'imposition qui devraient être appliqués aux différences temporaires lorsqu'elles s'annulent, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de clôture.

Les actifs et passifs d'impôts différés sur le revenu sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les passifs et actifs d'impôts courants sur le revenu, et s'ils concernent des impôts prélevés par la même autorité fiscale.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour les crédits d'impôt et les différences temporelles déductibles, dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables futurs seront disponibles et qu'ils pourront être utilisés. Les actifs d'impôt différé sont examinés à chaque date de clôture et sont réduits dans la mesure où il n'est plus probable que l'avantage fiscal correspondant sera réalisé.

2.9 Instruments financiers

2.9.1 Actifs financiers non dérivés

Comptabilisation initiale

Le Groupe comptabilise initialement les actifs financiers à la date de transaction. La date de transaction est la date à laquelle le Groupe s'engage à acheter ou à vendre l'actif.

Classification et évaluation

Le Groupe classe les instruments financiers en catégories qui reflètent la nature de l'information et tiennent compte des caractéristiques de ces instruments financiers. Le Groupe classe ses actifs financiers dans les catégories suivantes : disponibles à la vente, prêts et créances et détenus jusqu'à leur échéance. La classification dépend de l'objectif pour lequel les investissements ont été acquis. La Direction détermine le classement de ses placements au moment de la comptabilisation initiale. La classification est présentée dans le tableau suivant:

Catégorie (d'après la définition de la Compagnie)		Sous-catégories
Prêts et créances	Trésorerie et équivalents de trésorerie	
	Créances sur des entités cédantes ou rétrocédantes compagnies	
	Autres produits à recevoir (hors actifs non-financiers)	
Détenu jusqu'à l'échéance	Bons d'Etat, dépôt à terme et titres de créances de sociétés	Non coté
Actifs financiers disponible à la vente	Titres de placement – titres de capitaux propres	Coté
		Non coté

(i) Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers à paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ces actifs sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, majorée de tous les coûts de transaction directement imputables.

NOTES (suite)

2. Résumé des principales conventions comptables (suite)

2.9 Instruments financiers (suite)

2.9.1 Actifs financiers non dérivés (suite)

À la suite de la comptabilisation initiale, les prêts et créances sont évalués au coût amorti en utilisant le taux d'intérêt effectif, moins les éventuelles pertes de valeur.

(ii) Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

Les placements détenus jusqu'à leur échéance sont des actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables et à échéance fixe que la Direction du Groupe a l'intention positive et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance autre que :

- celles que le Groupe, lors de la comptabilisation initiale, désigne comme étant à la juste valeur par le biais du compte de résultat;
- ceux que le Groupe désigne comme étant disponibles à la vente ; et
- ceux qui répondent à la définition des prêts et créances..

(iii) Placements disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente sont des actifs financiers non dérivés destinés à être détenus pour une durée indéterminée, qui peuvent être vendus pour répondre à des besoins de liquidité ou à des variations de taux d'intérêt, de taux de change ou de cours des actions, ou qui ne sont pas classés comme des prêts et créances, des placements détenus jusqu'à leur échéance ou des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, majorée de tous les coûts de transaction directement imputables.

Après la comptabilisation initiale, ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de celle-ci, autres que les pertes de valeur, sont comptabilisées en autres éléments du résultat global et présentées dans les réserves disponibles à la vente dans les capitaux propres. Lorsqu'un investissement est décomptabilisé, le profit ou la perte accumulée dans les capitaux propres est reclassé en résultat.

Décomptabilisation

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie des actifs financiers expirent ou lorsque le Groupe transfère la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété. Tout intérêt dans les actifs financiers transférés qui est créé ou récupéré par le Groupe est comptabilisé comme un actif ou un passif distinct.

2.9.2 Passifs financiers non-dérivés

Comptabilisation initiale et mesure

Les passifs financiers non dérivés sont comptabilisés initialement à la juste valeur plus, pour les instruments qui ne sont pas à la juste valeur par le biais du compte de résultat, tout coût de transaction directement attribuable. Après la comptabilisation initiale, les passifs financiers non dérivés sont évalués au coût amorti en utilisant le taux d'intérêt effectif, moins toute perte de valeur éventuelle.

Classification

Le Groupe classe les passifs financiers non dérivés dans la catégorie des autres passifs financiers. Les autres passifs financiers comprennent les créances en cours, les dettes envers les sociétés cédantes/rétrocédantes et les autres dettes.

Décomptabilisation

Les passifs financiers sont décomptabilisés lorsque les obligations contractuelles sont acquittées, annulées ou expirent.

NOTES (suite)

2. Résumé des principales conventions comptables (suite)

2.9 Instruments financiers (suite)

2.9.3 Détermination de la juste valeur

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour vendre un actif ou payé pour transférer un passif dans le cadre d'une transaction ordonnée entre des acteurs du marché à la date d'évaluation du principal ou, en son absence, du marché le plus avantageux auquel le Groupe a accès à cette date.

La juste valeur des actifs financiers du Groupe est basée sur les prix des offres cotées. Lorsque la juste valeur d'un actif financier ne peut pas être évaluée de manière fiable, l'investissement est comptabilisé au coût moins toute dépréciation.

2.9.4 Compensation

Les actifs et passifs financiers sont compensés et le montant net est présenté dans l'état de la situation financière lorsque et seulement lorsque le Groupe a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants et qu'il a l'intention soit de les régler sur une base nette, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

2.9.5 Dépréciation d'actifs financiers non dérivés

Le Groupe évalue à chaque date de rapport s'il existe des preuves objectives qu'un actif financier est déprécié. Un actif financier n'est déprécié et des pertes de valeur ne sont encourues que s'il existe une preuve objective de dépréciation résultant d'un ou plusieurs événements survenus après la comptabilisation initiale de l'actif (un "événement générateur de pertes") et si cet événement générateur de pertes a un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier qui peut être estimé de manière fiable.

Les preuves objectives qu'un actif financier est déprécié sont notamment les suivantes :

- Des difficultés financières importantes de l'émetteur ou du débiteur ;
- Une rupture de contrat telle qu'un défaut de paiement ;
- Un changement défavorable dans l'état de paiements de l'émetteur ou du débiteur ; et
- Des conditions économiques qui conduisent à des défauts de paiements sur les actifs du Groupe.

S'il existe des preuves objectives qu'une perte de valeur a été subie sur des prêts et créances comptabilisés au coût amorti, le montant de la perte est mesuré comme la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'actif financier. La valeur comptable de l'actif est réduite et le montant de la perte est comptabilisé en résultat.

Dans le cas des participations classées comme disponibles à la vente, le Groupe évalue à chaque date de clôture s'il existe une preuve objective de la dépréciation d'un actif financier disponible à la vente, y compris, dans le cas des participations, une baisse importante ou prolongée de la juste valeur du titre en dessous de son coût. S'il existe une telle preuve, la perte cumulée, qui est évaluée comme la différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur actuelle de l'investissement, est sortie des capitaux propres et comptabilisée dans le compte de résultat.

2.10 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les dépôts à vue auprès des banques et les placements d'une durée initiale de trois mois ou moins dans des instruments du marché monétaire qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

2.11 Capital social

Les actions sont classées comme des capitaux propres lorsqu'il n'y a pas d'obligation de transférer des liquidités ou d'autres actifs. Les coûts différentiels directement imputables à l'émission d'instruments de capitaux propres sont présentés en déduction des capitaux propres ou en déduction du produit, net d'impôt. Les actions ordinaires sont classées en tant que capital déclaré dans les capitaux propres.

NOTES (suite)

2. Résumé des principales conventions comptables (suite)

2.12 Contrats de réassurance

Classification de contrats de réassurance

Le Groupe émet des contrats qui transfèrent le risque de réassurance ou le risque financier, ou les deux. Les contrats de réassurance sont ceux que le Groupe prend en charge et cède en réassurance dans le cours normal de ses activités, avec des limites de rétention variant selon les branches d'activité. Dans le cadre des contrats de réassurance, le Groupe accepte un risque de réassurance important de la part d'une autre partie (le titulaire de la police) en acceptant d'indemniser le titulaire de la police ou un autre bénéficiaire si un événement futur incertain spécifié (l'événement assuré) a un effet négatif sur le titulaire de la police.

Les contrats d'investissement sont les contrats qui transfèrent un risque financier sans risque de réassurance significatif.

Comptabilisation et évaluation

(i) Primes

Les primes brutes comprennent les primes des contrats conclus au cours de l'année, qu'elles se rapportent en tout ou en partie à un exercice comptable ultérieur, et sont présentées brutes de commission aux intermédiaires et hors taxe sur la valeur ajoutée. Les primes émises comprennent les ajustements des primes émises au cours des périodes précédentes. Les primes de réassurance cédées sont comptabilisées en charges.

(ii) Primes non acquises

Les primes non acquises, qui représentent la part des primes émises dans la période en cours qui se rapportent à des risques non échus à la fin de l'exercice et qui sont différées et comptabilisées au prorata temporis.

(iii) Sinistres encourus

Les sinistres encourus sont constitués des sinistres et des frais de gestion des sinistres payés au cours de l'exercice, ainsi que de la variation de la provision pour sinistres en suspens, et sont imputés au compte de résultat au fur et à mesure qu'ils sont encourus.

Les sinistres en suspens comprennent l'estimation par le Groupe du coût final non actualisé du règlement de tous les sinistres encourus mais non payés à la date de déclaration, qu'ils aient été déclarés ou non. Les ajustements des montants des provisions pour sinistres constituées au cours des exercices précédents sont reflétés dans la période au cours de laquelle les ajustements sont effectués et sont présentés séparément, s'ils sont significatifs.

(iv) Créances et dettes liées aux contrats de réassurance

Les créances et les dettes envers les entités cédantes et rétrocedantes au titre des contrats de réassurance sont comptabilisées à l'échéance.

Les montants recouvrables au titre des contrats de réassurance font l'objet d'une évaluation de la dépréciation à chaque date de clôture. Ces actifs sont considérés comme dépréciés s'il existe une indication objective, résultant d'un événement survenu après leur comptabilisation initiale, que le Groupe pourrait ne pas recouvrer tous les montants dus et qu'il y a un impact mesurable de manière fiable sur les montants que le Groupe recevra du réassureur. Les pertes de valeur sont comptabilisées en résultat.

(v) Commissions payables et à recevoir

Le Groupe reçoit des commissions d'autres compagnies d'assurance et de réassurance pour leur donner des affaires (qui pourraient résulter de réassurances dans le cadre de facultatives, de traités et de quotas).

Il verse également des commissions aux courtiers d'assurance et autres compagnies de réassurance pour les affaires qu'ils lui confient. Les commissions à recevoir et à payer sont reflétées dans les états de la situation financière.

Une partie des commissions à payer est différée et amortie sur la période au cours de laquelle la prime correspondante est acquise et comptabilisée comme actif d'acquisition différé.

Les commissions à recevoir sont comptabilisées en tant que produit dans la période au cours de laquelle elles sont gagnées.

NOTES (suite)

2. Résumé des principales conventions comptables (suite)

2.12 Contrats de réassurance (suite)

Comptabilisation et évaluation (suite)

(vi) Frais d'acquisition différés

Les commissions et autres coûts d'acquisition qui varient en fonction des contrats de réassurance et du renouvellement des contrats existants, et qui sont liés à ceux-ci, sont capitalisés. Les frais d'acquisition reportés sont ensuite amortis sur la durée des polices au fur et à mesure que les primes sont acquises.

(vii) Remboursements de sauvetage et de subrogation

Certains contrats de réassurance permettent au Groupe de vendre des biens acquis dans le cadre du règlement d'un sinistre. Le Groupe peut également avoir le droit de poursuivre des tiers pour le paiement de tout ou partie des frais. Les estimations des récupérations et des remboursements par subrogation sont considérées comme une provision dans l'évaluation du passif d'assurance pour les sinistres, et les biens de récupération sont comptabilisés dans les autres actifs lorsque le passif est réglé. La provision est le montant qui peut raisonnablement être recouvré lors de la cession du bien. Lorsqu'une créance est dépréciée, le Groupe réduit la valeur comptable à sa valeur recouvrable, c'est-à-dire aux flux de trésorerie futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'instrument et continue à dérouler l'escompte en tant que produit d'intérêts.

Revenu de dividende

Les revenus de dividendes des actions disponibles à la vente sont comptabilisés lorsque le droit de recevoir le paiement est établi.

2.13 Avantages aux employés

Régimes à cotisations définies

Un régime à cotisations définies est un régime d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu duquel l'entité paie des cotisations fixes à une entité distincte et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des montants futurs. Les obligations de cotisations aux régimes à cotisations définies sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat des périodes au cours desquelles les services sont rendus par les employés. La Compagnie contribue à un régime à cotisations définies.

Le Groupe gère également un régime volontaire à cotisations définies pour ses employés. Les actifs de ce régime sont détenus par une autre entité qui gère le régime au nom des salariés. Le régime est financé par les cotisations des salariés et de l'employeur. Les prestations sont versées au personnel qui prend sa retraite conformément aux règles du régime.

Avantages à court terme

Les obligations à court terme au titre des avantages du personnel sont évaluées sur une base non actualisée et sont comptabilisées en charges lorsque le service correspondant est fourni. Une provision est comptabilisée pour le montant que l'on s'attend à payer au titre des primes en espèces à court terme ou des plans d'intéressement aux bénéfices si le Groupe a une obligation actuelle, légale ou implicite, de payer ce montant en raison des services passés fournis par le membre du personnel et si l'obligation peut être estimée de manière fiable.

Autres obligations postérieures à l'emploi

Le Groupe n'a aucune obligation en matière d'avantages postérieurs à l'emploi pour les retraités, les anciens employés ou les employés actuels, à l'exception de la facture médicale du personnel retraité et du conjoint.

Prestations de cessation d'emploi

Des indemnités de licenciement sont dues lorsque le Groupe met fin à l'emploi avant la date normale de départ à la retraite, ou lorsqu'un employé accepte un départ volontaire en échange de ces indemnités.

NOTES (suite)



2. Résumé des principales conventions comptables (suite)

2.14 Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle, juridique ou implicite, dont l'échéance ou le montant est incertain, résultant d'événements passés et qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et qu'une estimation fiable du montant de l'obligation peut être effectuée.

Les provisions sont évaluées comme la valeur actuelle de la meilleure estimation de la Direction concernant les dépenses nécessaires pour régler l'obligation à la date de clôture. Lorsque l'effet de l'actualisation est significatif, les provisions sont actualisées en utilisant des taux d'actualisation avant impôt qui reflètent l'évaluation actuelle du marché de la valeur temps de l'argent et, le cas échéant, des risques spécifiques au passif.

2.15 Contrats de location

Le Groupe a modifié sa politique comptable pour les contrats de location dont il est le preneur. Selon la norme IFRS 16, les contrats de location sont comptabilisés comme un actif de droit d'utilisation et un passif correspondant à la date à laquelle l'actif loué est disponible pour être utilisé par l'entité. Le Groupe n'a pas conclu de contrats de location importants au cours de l'exercice et des périodes précédentes.

2.16 Distribution des dividendes

Le dividende aux actionnaires est comptabilisé comme un passif dans les états financiers de la période au cours de laquelle les dividendes sont approuvés par les actionnaires.

3. Estimations et jugements comptables critiques

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations, de jugements et d'hypothèses comptables qui pourraient avoir une incidence importante sur les résultats réels et les montants déclarés de l'actif et du passif au cours du prochain exercice financier. La Direction doit également faire preuve de jugement dans l'application des politiques comptables du Groupe. Les estimations et les jugements sont continuellement évalués et sont basés sur des facteurs tels que l'expérience historique et les meilleures estimations actuelles d'événements futurs incertains qui sont considérés comme raisonnables dans les circonstances. Sauf indication contraire, aucun changement significatif des hypothèses n'est intervenu au cours de l'exercice.

Les estimations et les jugements qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours du prochain exercice sont examinés ci-dessous.

3.1 La responsabilité ultime découlant des demandes d'indemnisation faites dans le cadre de contrats de réassurance

L'estimation du passif ultime découlant des sinistres survenus dans le cadre de contrats de réassurance est l'estimation comptable la plus critique du groupe. Plusieurs sources d'incertitude doivent être prises en compte dans l'estimation du passif que le Groupe paiera en fin de compte pour ces sinistres.

Ces estimations reposent sur l'expérience passée, ajustée en fonction des effets des développements actuels et des tendances probables, ce qui est considéré comme une base appropriée pour prévoir les événements futurs. Les estimations et les hypothèses du Groupe sont revues et mises à jour à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Les hypothèses sous-jacentes appliquées dans le processus de détermination des passifs ultimes (passifs techniques) des contrats d'assurance sont présentées dans la note 4.1.1.

NOTES (suite)



3.2 Actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance

Conformément aux directives de l'IAS 39, le Groupe classe certains actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables et à échéance fixe comme étant détenus jusqu'à leur échéance. Cette classification requiert un jugement important. En faisant ce jugement, le Groupe évalue son intention et sa capacité à détenir de tels actifs jusqu'à leur échéance. Si le Groupe ne parvient pas à conserver ces actifs jusqu'à l'échéance autrement que dans des circonstances spécifiques - par exemple, en vendant un montant insignifiant proche de l'échéance - il devra classer toute la catégorie comme disponible à la vente. Les actifs seraient donc évalués à leur juste valeur au lieu du coût amorti. Si tous les actifs détenus jusqu'à l'échéance devaient être ainsi reclassés, la valeur comptable serait réduite de 6 595 102 GH¢ (2018 : 3 374 148 GH¢), avec une écriture correspondante dans la réserve de juste valeur dans les capitaux propres.

3.3 Dépréciation des titres de participation disponibles à la vente

Le Groupe détermine qu'un placement en actions disponible à la vente est déprécié lorsqu'il y a eu une baisse importante ou prolongée de sa juste valeur en dessous de son coût. Cette détermination de ce qui est significatif ou prolongé requiert du jugement. Pour ce faire, le Groupe évalue, entre autres, la volatilité normale du prix de l'action. En outre, une dépréciation peut être appropriée lorsqu'il existe des preuves de détérioration de la santé financière de l'entreprise détenue, des performances de l'industrie et du secteur, des changements technologiques et des flux de trésorerie opérationnels et de financement.

Le Groupe n'a pas subi de dépréciation au cours de l'année sur les titres d'investissement disponibles à la vente imputés au compte de résultat (2018 : néant).

3.4 Impôts sur le revenu

Des estimations significatives sont nécessaires pour déterminer la provision pour impôts sur le revenu. Il existe certaines transactions et certains calculs pour lesquels la détermination finale de l'impôt est incertaine. Le Groupe comptabilise des passifs pour les questions de contrôle fiscal anticipé en se basant sur des estimations de l'éventualité d'un impôt supplémentaire. Lorsque le résultat fiscal final de ces questions est différent des montants qui ont été initialement comptabilisés, ces différences auront un impact sur les provisions pour impôts sur le revenu et les impôts différés.

3.5 Juste valeur des participations non cotées

La juste valeur des placements en actions sans prix cotés ou données de marché observables est estimée sur la base d'hypothèses appropriées, notamment le coût moins la dépréciation.

4.0 Assurance et gestion des risques financiers

4.1 Gestion du risque de réassurance

4.1.1 Exposition au risque de réassurance

Le Groupe souscrit les risques que les personnes physiques, morales ou autres entités souhaitent transférer à un assureur. Ces risques peuvent concerner les biens, les accidents, les accidents corporels, les risques automobiles, les risques de responsabilité, les risques maritimes et les autres risques qui peuvent résulter d'un événement assuré. En tant que tel, le Groupe est exposé à l'incertitude concernant le moment, la fréquence et la gravité des sinistres dans le cadre des contrats de réassurance. Le principal risque est que la fréquence et/ou la gravité des sinistres soient plus importantes que prévu.

Fréquence et gravité des sinistres

Le risque principal dans l'entreprise est la possibilité que l'événement assuré se produise avec la probabilité que les sinistres réels dépassent le montant des primes et des réserves de réassurance disponibles.

NOTES (suite)



4. Assurance et gestion des risques financiers (suite)

4.1 Gestion du risque de réassurance (suite)

4.1.1 Exposition au risque de réassurance (suite)

La possibilité de tels événements ne peut être éliminée. La seule option consiste à minimiser autant que possible les conséquences financières de chaque événement. Le Groupe s'est efforcé d'y parvenir en mettant en place des programmes de réassurance qui assurent la protection des risques individuels et des événements catastrophiques. Le Groupe a ensuite conclu des accords de récession avec des récessionnaires de renom. L'objectif est de s'assurer que le Groupe est protégé de manière adéquate contre tous les engagements pris dans le cadre de ses opérations commerciales.

Les accords de récession ne libèrent toutefois pas le Groupe de ses obligations envers les sociétés cédantes et, par conséquent, il a mis en place une structure d'examen des activités qui garantit le contrôle de la qualité des risques et l'utilisation prudente des limites et des conditions des traités. Enfin, dans le cadre de ses renouvellements annuels, la situation financière de chaque récessionnaire est examinée et, en conséquence, le programme est placé auprès d'un groupe restreint de sociétés financièrement sûres et expérimentées sur le marché mondial.

Sources d'incertitude dans l'estimation des paiements futurs des demandes

L'incertitude dans l'estimation des paiements futurs de prestations et des encaissements de primes pour les contrats d'assurance à long terme est due à l'imprévisibilité des changements à long terme des niveaux globaux de mortalité et à la variabilité du comportement des titulaires de contrats. Le Groupe utilise des tables de mortalité standard appropriées en fonction du type de contrat souscrit. Des méthodes statistiques sont utilisées pour ajuster les taux de mortalité bruts afin de produire une meilleure estimation de la mortalité attendue pour l'avenir. Lorsque les données sont suffisantes pour être statistiquement crédibles, les statistiques générées par les données sont utilisées sans référence à une table sectorielle. Lorsque ce n'est pas le cas, la meilleure estimation de la mortalité future est basée sur des tables sectorielles standard ajustées en fonction de l'expérience globale du Groupe.

Dans le cas des affaires générales, le coût estimé des sinistres comprend les dépenses directes à engager pour le règlement des sinistres, déduction faite des recouvrements attendus. Le Groupe prend toutes les mesures raisonnables pour s'assurer qu'il dispose des informations appropriées concernant ses risques de sinistres. Toutefois, étant donné l'incertitude qui entoure l'établissement des provisions pour sinistres, il est probable que le résultat final sera différent du passif initial établi.

Le passif relatif à ces contrats comprend une provision pour risques encourus mais non déclarés (IBNR), une provision pour les sinistres déclarés mais non encore payés et une provision pour les risques non expirés à la fin de la période de référence.

Pour estimer le passif relatif au coût des sinistres déclarés mais non encore payés, le Groupe prend en compte toute information disponible auprès des experts en sinistres et les informations sur le coût de règlement des sinistres présentant des caractéristiques similaires au cours des périodes précédentes. La principale hypothèse qui sous-tend cette technique est que l'expérience passée du Groupe en matière de développement des sinistres doit être utilisée pour projeter le développement futur des sinistres et donc les coûts définitifs des sinistres.

Un jugement qualitatif supplémentaire est utilisé pour évaluer la mesure dans laquelle les tendances passées peuvent ne pas s'appliquer à l'avenir, afin de parvenir à l'estimation du coût final des demandes d'indemnisation qui présentent le résultat probable parmi la gamme des résultats possibles, en tenant compte de toutes les incertitudes impliquées.

Processus utilisé pour décider des hypothèses

Pour les contrats d'assurance à long terme à durée déterminée et garantie, les estimations sont faites en deux étapes. Au début du contrat, le Groupe détermine des hypothèses concernant les décès futurs, les résiliations volontaires, le rendement des placements et les frais d'administration. Ces hypothèses sont utilisées pour calculer les engagements pendant la durée du contrat. Une marge de risque et d'incertitude est ajoutée à ces hypothèses.

NOTES (suite)

4. Assurance et gestion des risques financiers (suite)

4.1 Gestion du risque de réassurance (suite)

4.1.1 Exposition au risque de réassurance (suite)

Par la suite, de nouvelles estimations sont élaborées à chaque date de déclaration afin de déterminer si les passifs sont adéquats à la lumière des dernières estimations actuelles. Les hypothèses initiales ne sont pas modifiées si les passifs sont considérés comme adéquats. Si les passifs ne sont pas adéquats, les hypothèses sont modifiées ("débloquées") pour refléter les dernières estimations actuelles ; dans ce cas, aucune marge n'est ajoutée aux hypothèses.

Hypothèses et estimations des responsabilités des titulaires de contrats

Les principales hypothèses utilisées concernent la mortalité, le rendement des investissements, les dépenses, les taux de déchéance et d'actualisation. Le Groupe fonde la mortalité sur la norme de pratique actuarielle 104 (SAP104) de l'Actuarial Society of South Africa et sur la table de mortalité ultime 1985-1990 (table de mortalité SA85-90) qui reflètent les expériences historiques, ajustées le cas échéant pour tenir compte de l'exposition unique au risque du Groupe, des caractéristiques des produits, des marchés cibles et des propres expériences en matière de gravité et de fréquence des sinistres. Une marge d'écart défavorable est incluse dans les hypothèses.

(a) Mortalité

Les hypothèses de mortalité sont basées sur 120% des SA85-90. Des enquêtes annuelles sur la mortalité sont menées.

(b) Persistance

Les taux de déchéance et de renonciation sont basés sur l'expérience historique du Groupe en matière de déchéance et de renonciation. Le cas échéant, il est également tenu compte des tendances futures prévues. L'expérience est analysée par type de produit ainsi que par durée de la police.

(c) Taux d'actualisation

Les taux d'actualisation sont basés sur les taux de risque actuels du marché, ajustés en fonction de l'exposition au risque propre du Groupe.

(d) Dépenses

Les hypothèses relatives aux dépenses de renouvellement sont basées sur 10 % de la prime brute.

(e) Rendement des investissements

Les informations relatives au marché sont utilisées pour établir des hypothèses concernant les rendements des investissements, les taux d'actualisation utilisés pour calculer les engagements des titulaires de contrats et l'inflation des frais de renouvellement. Un taux d'intérêt de 12 % par an a été appliqué au taux de rendement à long terme.

(f) Retraits

Les retraits comprennent les déchéances et les renonciations. Des provisions pour les polices à résiliation par déchéance ont été constituées pour le risque de Groupe, l'assurance temporaire et l'invalidité aux taux suivants, qui sont basés sur les hypothèses de déchéance de la tarification :

	Taux de déchéance
An 1	15%
An 2	10%
An 3	5%

Les événements de réassurance sont par nature hasardeux, ainsi la taille et le nombre réel des événements d'un exercice peuvent varier par rapport à ceux survenus et estimés au cours des exercices précédents. Le Groupe souscrit d'abord les risques à court terme, c'est-à-dire la réassurance à partir de laquelle les sinistres sont habituellement réglés au cours de l'exercice de survenance des événements donnant lieu aux sinistres. Les risques qui sont par nature des risques à long terme représentent une portion insignifiante du portefeuille de réassurance du Groupe.

NOTES (suite)



4. Assurance et gestion des risques financiers (suite)

4.1 Gestion du risque de réassurance (suite)

4.1.1 Exposition au risque de réassurance (suite)

Hypothèses et estimations des responsabilités des titulaires de contrats (suite)

La Compagnie connaît des variations dans les déclarations de sinistres d'une année à l'autre. Les éléments qui ont un effet significatif sur les montants, l'échéance et la certitude des flux de trésorerie futurs découlant des contrats de réassurance du Groupe sont décrits ci-après. Le Groupe :

(i) Biens

Alloue des indemnités pour perte ou dommage à des biens mobiliers et immobiliers provoqués par des événements tels que l'incendie, la foudre, l'explosion, les intempéries, l'inondation, le tremblement de terre et les actes malveillants. Les contrats peuvent aussi inclure des polices de perte d'exploitation qui assure la perte de bénéfice encourue par une entreprise résultant de la perte ou des dommages causés par ces événements aux biens assurés.

(ii) Dommages

Alloue des indemnités pour pertes ou dommages causés surtout aux biens mobiliers liés à des crimes, certains dommages causés aux marchandises en transit ou autres accidents. Dans la classe des accidents se trouve la responsabilité légale qu'un assuré peut encourir à raison des dommages accidentels causés aux biens de tiers ou encore du décès accidentel ou blessures causés aux tiers par l'assuré.

(iii) Accident corporel

Prévoit une indemnisation en raison du décès, de l'incapacité permanent ou temporaire de l'assuré, de la famille de l'assuré ou des employés d'une entreprise. Cette couverture est limitée à certains genres d'accidents et n'alloue pas de plus grandes prestations découlant de l'assurance vie.

(iv) Automobile

Alloue des indemnités pour perte ou dommage causé au véhicule assuré. Généralement, la couverture porte sur tous les risques prévoyant un large éventail de couverture. Cependant l'assuré peut choisir une forme limitée de couverture telle que l'incendie et vol uniquement. Les responsabilités juridiques découlant de l'utilisation ou de la propriété du véhicule suite à un accident pour dommage aux biens d'une tierce personne, le décès ou les blessures causés à une tierce personne sont couvertes dans cette classe. La garantie et le tenu couvert sur les véhicules assurés sont incorporés à cette classe d'affaires.

(v) Ingénierie

Offre une indemnité pour les pertes subies lors de l'usage de machines ou d'équipements dans la construction des bâtiments et des ouvrages. Les risques couverts par ce type de contrat comprennent la garantie bris de machines, les pertes d'exploitation, les dommages causés aux matériels et aux équipements.

(vi) Maritime

Prévoit des indemnités à la fois pour les affaires corps et les affaires faculté. La garantie faculté couvre les pertes ou dommage physiques aux marchandises. La garantie corps couvre les pertes et dommages causés aux navires commerciaux.

4.1.2 Limitation de l'exposition au risque de réassurance

Le Groupe limite son exposition au risque de réassurance en fixant des stratégies et des limites de souscription clairement définies, en appliquant des techniques d'évaluation des risques appropriées et en assurant une gestion centralisée de la réassurance.

La stratégie de souscription du Groupe assure la diversification du risque de réassurance en termes de type et de montant de risque couvert, de localisation géographique et de type d'industrie couverte. La stratégie vise également à développer une population de risques suffisamment importante pour réduire la variabilité du résultat attendu. La stratégie de souscription est détaillée dans les autorités de souscription qui fixent les limites pour les souscripteurs en termes de taille de ligne, de catégorie d'activité, de localisation géographique et de secteur d'activité afin d'imposer une sélection appropriée des risques au sein du portefeuille.

NOTES (suite)



4. Assurance et gestion des risques financiers (suite)

4.1 Gestion du risque de réassurance (suite)

4.1.2 Limitation de l'exposition au risque de réassurance (suite)

Les mandats de souscription sont applicables aux souscripteurs et partenaires internes et externes.

L'examen et l'analyse continus des informations de souscription permettent au Groupe de surveiller ses risques et de prendre des mesures correctives en temps utile. La possibilité d'ajuster les primes permet au Groupe d'atténuer le risque de pertes de souscription en remédiant aux ratios de pertes défavorables en termes de différentes catégories d'affaires et de différents portefeuilles ou clients. Le risque de sinistres frauduleux est réduit grâce à des contrôles internes intégrés dans les processus de traitement des sinistres et à des techniques spécifiques mises au point pour détecter de manière proactive les sinistres frauduleux.

(i) Procédures de souscription et de gestion de la réassurance

Le Groupe a mis en place un cadre de gestion intégrée des risques afin de gérer les risques en fonction de son appétit pour le risque. La réassurance du Groupe est gérée par les services de souscription des sociétés respectives. Les objectifs et les responsabilités du département sont approuvés par le conseil d'administration des sociétés respectives.

L'objectif principal du département de souscription est de fournir un cadre politique qui garantit que la prise de risque et la pratique de rétention du risque sont conformes au risque/récompense prudent fixé par le Groupe. Plus précisément, le département détermine la politique de rétention des risques du Groupe, ce qui conduit au type de réassurance entrepris pour l'année. Les réassurances contingentées, facultatives et conventionnelles sont entreprises dans un souci de rentabilité, de respect des critères de prise de risque et de sécurité.

(ii) Stratégie de réassurance

Le Groupe obtient une couverture de réassurance de tiers pour réduire les risques liés à des événements isolés ou à une accumulation de risques qui pourraient avoir un impact significatif sur les résultats de l'année en cours ou sur le capital du Groupe. Cette couverture est placée sur le marché local et international de la réassurance. Le risque de réassurance du Groupe et sa position de rendement sont testés par rapport à un large éventail d'alternatives de réassurance, y compris la viabilité des alternatives proportionnelles et non proportionnelles.

(iii) Rétention du risque

Le Groupe est amené à assumer des niveaux de risque jugés prudents par rapport aux risques/récompenses et à la capacité absolue du Groupe en termes de fonds et de réserves des actionnaires. Des critères prédéterminés sont respectés à tout moment, sauf si une autorisation écrite spécifique a été obtenue du conseil d'administration.

(iv) Processus de placement des traités et des facultatives

Le processus de placement des traités relève de la responsabilité du Département de souscription et de réassurance des compagnies respectives. Les limites de souscriptions sont définies pour renforcer les critères de sélection du risque. Les contrats de réassurance autorisent le Groupe à poursuivre les tiers pour le paiement de tout ou d'une partie des coûts (par exemple la subrogation).

Le tableau suivant indique la concentration des engagements de réassurance selon le secteur d'activité dans lequel le titulaire du contrat opère et selon la limite maximale des pertes assurées incluse dans les conditions de la police. Les montants correspondent à la valeur comptable des engagements de réassurance (bruts et nets de réassurance) découlant des contrats de réassurance.

NOTES (suite)

(Tous les montants sont en milliers de Ghana cedis, sauf indication contraire)

4. Assurance et gestion des risques financiers (suite)

4.1 Gestion du risque de réassurance (suite)

4.1.2 Limitation de l'exposition au risque de réassurance (suite)

Catégorie d'affaire		Sinistre maximum garanti			
		Le Groupe		La Compagnie	
		2019	2018	2019	2018
Non-maritime	Brut	110,228	103,691	110,009	101,976
	Net	2,936	3,528	2,934	1,813
Maritime	Brut	48,924	45,284	48,893	45,232
	Net	1,957	1,865	1,956	1,813

(v) Sinistres

La provision pour sinistres en suspens du Groupe comprend les sinistres notifiés ainsi que les sinistres survenus mais non encore déclarés (IBNR). En raison de la nature à court terme de l'activité, il n'est pas jugé nécessaire d'actualiser la provision pour sinistres. Les provisions pour sinistres sont basées sur l'expérience des sinistres antérieurs, la connaissance des événements, les termes et conditions des polices concernées et l'interprétation des circonstances. Chaque sinistre notifié est évalué au cas par cas en fonction de circonstances spécifiques, des informations disponibles auprès de l'assuré et de l'expert en sinistres et de l'expérience passée en matière de sinistres similaires. Le Groupe emploie du personnel expérimenté dans le traitement des sinistres et applique rigoureusement des politiques et procédures standardisées en matière d'évaluation des sinistres. En outre, le Groupe fait appel aux services d'administrateurs spécialisés pour effectuer le processus d'évaluation des sinistres pour certaines de ses activités. Le coût final des sinistres déclarés peut varier en fonction des développements futurs ou de l'amélioration des informations disponibles sur les circonstances actuelles.

4.2 Gestion de risques financiers

Le Groupe s'est exposé à des risques financiers divers dont le risque de crédit et le risque de marché.

Cadre de gestion de risques

Le Conseil a la responsabilité générale de l'établissement et de la supervision du cadre de gestion des risques du Groupe.

Les politiques de gestion des risques du Groupe sont établies pour identifier et analyser les risques auxquels le Groupe est confronté, pour fixer des limites de risques et des contrôles appropriés, et pour surveiller les risques et le respect des limites. Les politiques et les systèmes de gestion des risques sont révisés régulièrement pour refléter les changements des conditions du marché, des produits et des services offerts. Le Groupe, par ses normes et procédures de formation et de gestion, vise à développer un environnement de contrôle discipliné et constructif, dans lequel tous les employés comprennent leurs rôles et obligations.

L'équipe de direction du Groupe est responsable de l'élaboration et du suivi des politiques de gestion des risques du Groupe. L'équipe se réunit tous les mois pour discuter des plans d'entreprise, évaluer les rapports d'avancement et les plans d'action à mettre en œuvre. Les questions de risque susceptibles d'avoir des implications en matière d'information financière sont portées à l'attention des Administrateurs des entités respectives pour que les mesures nécessaires soient prises. L'équipe de gestion rend régulièrement compte de ses activités au conseil d'administration.

4.2.1 Risque de crédit

Le risque de crédit constitue une perte financière pour le Groupe si un client ou une contrepartie à un actif financier manque à ses obligations contractuelles. Les domaines clés dans lesquels le Groupe est exposé aux risques de crédit sont les suivants :

NOTES (suite)

(Tous les montants sont en milliers de Ghana cedis, sauf indication contraire)

4. Assurance et gestion des risques financiers (suite)

4.1 Gestion du risque de réassurance (suite)

4.2.1 Risque de crédit (suite)

- montants à recevoir des titulaires des contrats ;
- montants à recevoir des intermédiaires de réassurance ;
- titres de placement; et
- liquidité en banque.

Le Groupe entreprend la structuration du niveau de crédit qu'elle accepte en définissant les limites de son exposition à une seule contrepartie ou à un groupe de contreparties. Ces risques font l'objet d'un examen et d'une surveillance permanents par le conseil d'administration de chaque entité.

La réassurance sert à gérer le risque de réassurance. Toutefois, cela n'exonère pas le Groupe de ses obligations en tant qu'assureur primaire. Si pour une raison quelconque un réassureur se dérobe à ses obligations de régler un sinistre, le Groupe reste responsable envers l'assuré. Le Groupe suit la situation financière des réassureurs de façon permanente et réexamine ses régimes de réassurance périodiquement.

Les actifs financiers sont placés dans des établissements financiers réputés. La politique financière du Groupe vise à limiter son exposition à n'importe quel établissement financier.

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale au crédit. Les montants qui représentent l'exposition maximale au risque de crédit se composent comme suit:

	Le Groupe		La Compagnie	
	2019	2018	2019	2018
Créances sur cédantes et rétrocedantes	115,221	75,088	96,081	70,083
Autres actifs (hors actifs non financiers)	12,554	8,791	13,240	8,580
Titres de placement	314,617	303,857	257,136	259,741
Trésorerie & équivalents de trésorerie	57,994	43,910	52,415	36,558
	500,386	431,646	418,872	374,962

Les titres de placement et la trésorerie et les équivalents de trésorerie ne sont ni en souffrance ni dépréciés.

L'analyse de la qualité de crédit des montants bruts à recevoir compagnies cédantes et rétrocedantes se résume ci-dessous:

	Le Groupe		La Compagnie	
	2019	2018	2019	2018
Ni en souffrance ni déprécié	48,663	36,014	29,523	31,009
En souffrance mais non déprécié	66,558	39,074	66,558	39,074
Déprécié	9,355	7,394	6,460	5,842
	124,576	82,482	102,541	75,925

Les créances nettes des compagnies cédantes et rétrocedantes indiquées dans l'état de la situation financière ont été établies après avoir déterminé la provision pour les créances dépréciées des compagnies cédantes et rétrocedantes comme suit:

NOTES (suite)

(Tous les montants sont en milliers de Ghana cedis, sauf indication contraire)

4. Assurance et gestion des risques financiers (suite)

4.1 Gestion du risque de réassurance (suite)

4.2.1 Risque de crédit (suite)

	Le Groupe		La Compagnie	
	2019	2018	2019	2018
Montant brut	124,576	82,482	102,541	75,925
Provision pour dépréciation	(9,355)	(7,394)	(6,460)	(5,842)
Montant net	115,221	75,088	96,081	70,083

L'analyse chronologique des créances des compagnies cédantes et rétrocedantes se présente comme suit :

	Le Groupe		La Compagnie	
	2019	2018	2019	2018
0 – 90 jours	48,663	36,014	29,523	31,009
91 – 180 jours	66,558	39,074	66,558	39,074
Plus de 180 jours	9,355	7,394	6,460	5,842
	124,576	82,482	102,541	75,925

4.2.2 Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que le Groupe ne serait pas capable d'honorer ses engagements liés à ses passifs financiers. L'approche adoptée par le Groupe dans la gestion des liquidités consiste à s'assurer, autant que possible, qu'il disposera toujours de suffisamment de liquidité pour régler ses dettes lorsqu'elles seront exigibles dans des conditions normales ou contraignantes sans subir des pertes inacceptables ou risquer de compromettre la réputation du Groupe.

La gestion prudente de risques implique le maintien d'un niveau de trésorerie adéquate et des titres négociables, la disponibilité de financement à travers des facilités de crédit consenties ainsi que la possibilité de dénouer des positions sur le marché. Compte tenu de la nature dynamique de ses activités sous-jacentes, la Direction du Groupe conserve la souplesse de son financement en s'assurant de la disponibilité des lignes de crédit. Toutes les politiques et procédures en matière de liquidité sont assujetties à un examen et à une approbation par les administrateurs des entités respectives.

La Direction prévoit les flux de trésorerie et surveille les prévisions glissantes des besoins de liquidités du Groupe afin de s'assurer qu'il dispose d'une trésorerie suffisante pour répondre à ses besoins opérationnels tout en maintenant une marge de manœuvre suffisante sur ses facilités d'emprunt engagées non utilisées à tout moment, de sorte que le Groupe ne dépasse pas les limites d'emprunt ou les engagements (le cas échéant) sur l'une de ses facilités d'emprunt.

La table ci-après présente une analyse des engagements financiers du Groupe qui seront réglés sur une base nette par regroupement d'échéance et en fonction de la durée restant à courir entre la clôture de l'exercice et la date d'échéance contractuelle. Les montants présentés dans le tableau ci-dessous sont les flux de trésorerie non actualisés.

Le Groupe

		1 – 6	6 – 12	Plus de
	Montant	mois	mois	12 mois
Au 31 Décembre 2019				
Créances sur cédantes et rétrocedantes	40,722	9,735	19,367	11,620
Autres actifs (hors actifs non financiers)	7,781	3,311	3,642	828
Créances impayées	106,278	10,140	46,998	49,140
	154,781	23,186	70,007	61,588

NOTES (suite)

(Tous les montants sont en milliers de Ghana cedis, sauf indication contraire)

4. Assurance et gestion des risques financiers (suite)

4.1 Gestion du risque de réassurance (suite)

4.2.2 Risque de liquidité (suite)

Au 31 Décembre 2018

	Montant	1 – 6 mois	6 – 12 mois	Plus de 12 mois
Créances sur cédantes et rétrocedantes	32,275	10,082	12,145	10,048
Autres actifs (hors actifs non financiers)	7,734	5,244	846	1,644
Créances impayées	89,730	22,730	18,768	48,232
	129,739	38,056	31,759	59,924

Le Compagnie

Au 31 Décembre 2019

	Montant	1 – 6 mois	6 – 12 mois	Plus de 12 mois
Créances sur cédantes et rétrocedantes	38,734	7,747	19,367	11,620
Autres actifs (hors actifs non financiers)	5,759	2,174	3,041	544
Créances impayées	95,498	6,232	43,562	45,704
	139,991	16,153	65,970	57,868

Au 31 Décembre 2018

	Montant	1 – 6 mois	6 – 12 mois	Plus de 12 mois
Créances sur cédantes et rétrocedantes	31,656	9,551	12,145	9,960
Autres actifs (hors actifs non financiers)	7,091	3,909	714	2,468
Créances impayées	84,179	19,399	16,548	48,232
	122,926	32,859	29,407	60,660

4.2.3 Risques du marché

Le risque du marché est le risque que la valeur juste ou les flux de trésorerie des instruments financiers subiront des fluctuations du fait de l'évolution des variables du marché tels que les taux d'intérêt, les cours des monnaies étrangères et les cours des actions en bourse. L'objectif de la gestion du risque du marché est de gérer et de limiter les expositions aux risques de marché dans les limites raisonnables tout en optimisant le retour sur investissement.

Risque des devises étrangères

Le risque de devises étrangères provient des opérations de placements futures et des actifs et passifs comptabilisés. La pratique du Groupe consiste à enregistrer les opérations en devises étrangères au cours en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont converties à la clôture de l'exercice. Tous les profits et pertes de change sont comptabilisés en résultat.

Le Groupe entreprend certaines transactions en devises étrangères, notamment le dollar américain (USD), l'euro (EUR) et la livre sterling (GBP). Ceci entraîne des fluctuations de cours de change qui agissent sur les soldes des titres de placements, les créances des compagnies cédantes et rétrocedantes, les créances impayées, les dettes aux compagnies cédantes et rétrocedantes, les soldes bancaires et les intérêts courus libellés en devise. L'exposition aux risques de change est gérée selon des paramètres de politiques approuvées en effectuant un appariement entre les actifs et les passifs.

NOTES (suite)

(Tous les montants sont en milliers de Ghana cedis, sauf indication contraire)



4. Assurance et gestion des risques financiers (suite)

4.2 Gestion de risques financiers (suite)

4.2.3 Risques du marché (suite)

L'exposition au risque de change à la date de clôture se présente comme suit :

Le Groupe

Au 31 Décembre 2019

Actifs financiers :

Titres de placements

Créances des cédantes et rétrocédantes

Trésorerie & équivalents de trésorerie

Passifs financiers :

Créances impayées

Dettes aux sociétés cédantes et rétrocédantes

Exposition nette

Au 31 Décembre 2018

Actifs financiers :

Titres de placement

Créances des cédantes et rétrocédantes

Trésorerie & équivalents de trésorerie

Passifs financiers :

Créances impayées

Dettes aux sociétés cédantes et rétrocédantes

Exposition nette

La Compagnie

Au 31 Décembre 2019

Actifs financiers :

Titres de placement

Créances des cédantes et rétrocédantes

Trésorerie & équivalents de trésorerie

Passifs financiers :

Créances impayées

Dettes aux sociétés cédantes et rétrocédantes

Exposition nette

Au 31 Décembre 2018

Actifs financiers :

Titres de placement

Créances des cédantes et rétrocédantes

Trésorerie & équivalents de trésorerie

Passifs financiers :

Créances impayées

Dettes aux sociétés cédantes et rétrocédantes

Exposition nette

	USD	EUR	GBP
Au 31 Décembre 2019			
Actifs financiers :			
Titres de placements	28,322	1,603	1,923
Créances des cédantes et rétrocédantes	47,686	8,700	850
Trésorerie & équivalents de trésorerie	17,923	5,150	1,876
Passifs financiers :			
Créances impayées	(11,092)	(3,189)	(8)
Dettes aux sociétés cédantes et rétrocédantes	(12,438)	(2,169)	-
Exposition nette	70,401	10,095	4,641
Au 31 Décembre 2018			
Actifs financiers :			
Titres de placement	10,741	755	253
Créances des cédantes et rétrocédantes	13,358	2,437	238
Trésorerie & équivalents de trésorerie	3,792	441	269
Passifs financiers :			
Créances impayées	(1,924)	-	(3)
Dettes aux sociétés cédantes et rétrocédantes	(9,858)	(2,169)	(413)
Exposition nette	16,109	1,464	344
La Compagnie			
Au 31 Décembre 2019			
Actifs financiers :			
Titres de placement	28,322	1,603	1,923
Créances des cédantes et rétrocédantes	39,765	7,255	708
Trésorerie & équivalents de trésorerie	17,923	5,150	1,876
Passifs financiers :			
Créances impayées	(10,480)	(3,120)	(8)
Dettes aux sociétés cédantes et rétrocédantes	(11,830)	(2,127)	-
Exposition nette	63,700	8,761	4,499
Au 31 Décembre 2018			
Actifs financiers :			
Titres de placement	10,409	755	253
Créances des cédantes et rétrocédantes	13,358	2,437	238
Trésorerie & équivalents de trésorerie	3,155	441	269
Passifs financiers :			
Créances impayées	(1,924)	-	(3)
Dettes aux sociétés cédantes et rétrocédantes	(9,858)	(2,169)	(413)
Exposition nette	15,140	1,464	344

NOTES (suite)

(Tous les montants sont en milliers de Ghana cedis, sauf indication contraire)

4. Assurance et gestion des risques financiers (suite)

4.2 Gestion des risques financiers (suite)

4.2.3 Risques du marché (suite (suite))

Le tableau ci-après indique l'effet de la dépréciation du cedi ghanéen, par rapport aux autres monnaies, sur le compte de résultat de la Compagnie. Ce test d'analyse démontre l'impact possible sur les résultats en fonction de l'exposition aux devises étrangères au 31 Décembre et ne représente pas les gains ou pertes futures.

A la clôture, si la monnaie ghanéenne s'était renforcée/affaiblie de 5%, et tous les autres variables restant inchangés, les résultats après impôt et les capitaux propres de l'exercice auraient augmenté/diminué par les montants indiqués ci-dessous :

Le Groupe	2019			2018		
	% Variation	Renforcement de l'impact	Affaiblissement de l'impact	% Variation	Renforcement de l'impact	Affaiblissement de l'impact
USD	±5%	(3,185)	3,185	±5%	(3,764)	3,764
EUR	±5%	(505)	505	±5%	(405)	405
GBP	±5%	(232)	232	±5%	(106)	106

La Compagnie	2019			2018		
	% Variation	Renforcement de l'impact	Affaiblissement de l'impact	% Variation	Renforcement de l'impact	Affaiblissement de l'impact
USD	±5%	(3,185)	3,185	±5%	(3,661)	3,661
EUR	±5%	(438)	438	±5%	(405)	405
GBP	±5%	(225)	225	±5%	(106)	106

Risque de taux d'intérêt

Le Groupe est exposé aux fluctuations des taux d'intérêt sur les instruments de marché. Les variations de taux de change n'auraient pas d'impact direct sur les flux financiers déterminés par contrats liés aux instruments au taux fixe.

Les instruments financiers du Groupe portant des intérêts à la clôture se présentent comme suit :

	Le Groupe		La Compagnie	
	2019	2018	2019	2018
Titres d'Etat	136,760	105,259	80,475	63,212
Titre de créances d'entreprises	39	32	39	32
Dépôts à terme	127,014	150,806	125,818	148,737
	263,813	256,097	206,332	211,981

Risque de prix

L'exposition du Groupe aux risques de prix aux titres de participation découle des investissements détenus par le Groupe et comptabilisés dans l'état de la situation financière comme des actifs financiers disponibles à la vente. Afin de gérer le risque de prix liés aux titres de placements, le Groupe a diversifié son portefeuille pour tenir compte des limites définies par le Conseil d'administration.

Une part importante des investissements en actions est cotée sur la Bourse, notamment la *Ghana Stock Exchange*.

NOTES (suite)

(Tous les montants sont en milliers de Ghana cedis, sauf indication contraire)



4. Assurance et gestion des risques financiers (suite)

4.3 Gestion de capital

Le capital de la Compagnie est composé du capital social ordinaire obtenu par investissement direct, des bénéfices non distribués, y compris le bénéfice de l'année en exercice, et de diverses réserves statutaires que la Compagnie est tenue de conserver.

Le régulateur de la Compagnie, la Commission nationale des assurances, fixe et contrôle les exigences de capital de la Compagnie. Les objectifs du Groupe en matière de gestion du capital sont les suivants :

- se conformer aux exigences en matière de capital et de solvabilité réglementaire, telles que définies dans la loi de 2006 sur les assurances (loi 724). La loi exige que chaque compagnie d'assurance détienne le niveau minimum de capital libéré de 40 millions GH¢ et maintienne une marge de solvabilité de 150 % ;
- préserver la capacité du Groupe à poursuivre son activité, afin qu'il puisse continuer à offrir des rendements aux actionnaires et des avantages aux autres parties prenantes
- assurer un rendement adéquat aux actionnaires en fixant le prix des contrats de réassurance et d'investissement en fonction du niveau de risque.

5. Juste Valeur

La juste valeur des actifs et passifs financiers négociés sur des marchés actifs est basée sur les prix du marché ou les cotations des courtiers. Pour tous les autres instruments financiers, le Groupe détermine les justes valeurs en utilisant d'autres techniques d'évaluation.

Pour les instruments financiers qui se négocient peu fréquemment et dont le prix est peu transparent, la juste valeur est moins objective et exige des degrés variables de jugement en fonction de la liquidité, de la concentration, de l'incertitude des facteurs de marché, des hypothèses de prix et d'autres risques affectant l'instrument spécifique.

Le tableau ci-dessous présente les analyses des instruments financiers évalués à leur juste valeur à la date de clôture.

Le Groupe et la Compagnie

	2019	2018
Titres de participation disponibles à la vente :		
Titres de participation cotés (Niveau 1)	45,057	42,809
Titres de participation non cotés (Niveau 3)	5,747	4,951
	50,804	47,760

La hiérarchie de juste valeur pour les instruments financiers évalués à la juste valeur est définie comme suit :

- **Niveau 1** - Intrants qui sont des prix de marché (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques. Ce niveau comprend les titres cotés à la Bourse du Ghana.
- **Niveau 2** - Intrants autres que les prix cotés inclus dans le Niveau 1 qui sont observables soit directement (c'est-à-dire sous forme de prix), soit indirectement (c'est-à-dire dérivés des prix). Cette catégorie comprend les instruments évalués en utilisant : des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments similaires ; des prix cotés pour des instruments identiques ou similaires sur des marchés qui sont considérés comme moins qu'actifs ; ou d'autres techniques d'évaluation dans lesquelles toutes les données importantes sont directement ou indirectement observables à partir de données de marché.
- **Niveau 3** - Les intrants qui ne sont pas observables. Cette catégorie comprend tous les instruments pour lesquels la technique d'évaluation comprend des données qui ne sont pas fondées sur des données observables et dont les données non observables ont un effet significatif sur l'évaluation de l'instrument. Cette catégorie comprend les instruments qui sont évalués sur la base de prix cotés pour des instruments similaires pour lesquels des ajustements ou des hypothèses non observables importants sont nécessaires pour refléter les différences entre les instruments.

NOTES (suite)

(Tous les montants sont en milliers de Ghana cedis, sauf indication contraire)

5. Juste Valeur (suite)

Cette hiérarchie exige l'utilisation de données observables sur le marché lorsqu'elles sont disponibles. Dans la mesure du possible le Groupe tient compte des prix de marché observables pertinents dans son évaluation.

5.1 Instruments financiers non évalués à la juste valeur

Cette hiérarchie exige l'utilisation de données observables sur le marché lorsqu'elles sont disponibles. Le Groupe tient compte des prix de marché observables pertinents dans son évaluation lorsque cela est possible :

Le Groupe

	2019		2018	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs financiers				
Créances des cédantes et rétrocedantes	115,221	115,221	75,088	75,088
Autres passifs (hors actifs non financiers)	12,554	12,554	8,792	8,792
Titres de placement - HTM	263,813	257,218	256,097	252,723
Trésorerie et équivalents de trésorerie	57,999	57,999	43,910	43,910
Total actifs financiers	449,587	442,992	383,887	380,513
Passifs financiers				
Dettes aux cédantes et rétrocedantes	40,722	40,722	32,275	32,275
Autres passifs	7,781	7,781	1,790	1,790
Créances impayées	106,278	106,278	89,730	89,730
Total passifs financiers	154,781	154,781	123,795	123,795
La Compagnie				
Actifs financiers				
Créances des cédantes et rétrocedantes	96,081	96,081	70,083	70,083
Autres passifs (hors actifs non financiers)	13,240	13,240	8,580	8,580
Titres de placement - HTM	206,332	201,174	211,982	208,048
Trésorerie et équivalents de trésorerie	52,420	52,420	36,558	36,558
Total actifs financiers	368,073	362,915	327,203	323,269
Total passifs financiers				
Dettes aux cédantes et rétrocedantes	38,734	38,734	31,656	31,656
Autres passifs	5,759	5,759	626	626
Créances impayées	95,498	95,498	84,179	84,179
Total passifs financiers	139,991	139,991	116,461	116,461

NOTES (suite)

(Tous les montants sont en milliers de Ghana cedis, sauf indication contraire)



6. Immobilisations corporelles

Le Groupe

L'exercice clos le 31 Décembre 2019

	Terrains & bâtiments	Automobiles	Mobiliers, matériel de bureau &	Ordinateurs	Immobilis en cours	Total
Au 1er Janvier 2019	12,298	2,372	2,043	1,593	1,099	19,405
Acquisitions	-	180	159	221	350	910
Reclassification	-	-	640	436	(1,076)	-
Ecart de change	284	76	8	18	4	390
Au 31 Décembre 2019	12,582	2,628	2,850	2,268	377	20,705
Au 1er Janvier 2019	2,472	1,114	1,397	1,440	-	6,423
Frais de l'exercice	338	376	279	319	-	1,312
Ecart de change	8	21	3	10	-	42
Au 31 Décembre 2019	2,818	1,511	1,679	1,769	-	7,777
Valeur comptable nette au 31 Décembre 2019	9,764	1,117	1,171	499	377	12,928
Exercice clos le 31 Décembre 2018						
Frais						
Au 1er Janvier 2018	12,081	1,417	2,135	1,251	663	17,547
Acquisitions	2	1,224	213	334	436	2,209
Reclassification	76	-	(81)	5	-	-
Dépréciation	-	(288)	(227)	-	-	(515)
Cession	-	-	(2)	-	-	(2)
Ecart de change	139	19	5	3	-	166
Au 31 Décembre 2018	12,298	2,372	2,043	1,593	1,099	19,405
Au 1er Janvier 2018	2,060	1,091	1,353	1,139	-	5,643
Frais de l'exercice	335	278	146	278	-	1,037
Reclassifications	76	-	(96)	20	-	-
Dépréciation	-	(260)	(6)	-	-	(266)
Cession	-	-	(1)	-	-	(1)
Ecart de change	1	5	1	3	-	10
Au 31 Décembre 2018	2,472	1,114	1,397	1,440	-	6,423
Valeur comptable nette au 31 Décembre 2019	9,826	1,258	646	153	1,099	12,982

NOTES (suite)

(Tous les montants sont en milliers de Ghana cedis, sauf indication contraire)

6. Immobilisations corporelles (suite)

La Compagnie

L'exercice clos le 31 Décembre 2019

	Ter rains & bâtiments	Automobiles	Mobiliers, matériel de bureau &	Ordinateurs	Immobilis en cours	Total
Frais						
Au 1er Janvier 2019	10,767	1,963	2,001	1,536	1,099	17,366
Acquisitions	-	180	148	140	309	777
Reclassifications	-	-	640	436	(1,076)	-
au 31 Décembre 2019	10,767	2,143	2,789	2,112	332	18,143
Amortissement cumule						
Au 1 Janvier 2019	2,440	1,045	1,384	1,400	-	6,269
Frais de l'exercice	318	279	273	293	-	1,163
Valeur nette comptable	2,758	1,324	1,657	1,693	-	7,432
Au 31 Décembre 2019	8,009	819	1,132	419	332	10,711
At 31 December 2019	8,009	819	1,132	419	332	10,711
L'exercice clos le 31 Décembre 2018						
rais						
Au 1er Janvier 2018	10,691	1,369	2,111	1,210	663	16,044
Acquisitions	-	882	198	321	436	1,837
Reclassifications	76	-	(81)	5	-	-
Dépréciation	-	(288)	(227)	-	-	(515)
Au 31 Décembre 2018	10,767	1,963	2,001	1,536	1,099	17,366
Amortissement cumulé						
Au 1er Janvier 2018	2,047	1,043	1,344	1,113	-	5,547
Frais de l'exercice	317	262	142	267	-	988
Reclassifications	76	-	(96)	20	-	-
Dépréciation	-	(260)	(6)	3	-	10
Au 31 Décembre 2018	2,440	1,045	1,384	1,400	-	6,269
Valeur comptable nette	8,327	918	617	136	1,099	11,097
Au 31 Décembre 2018	8,327	918	617	136	1,099	11,097

Les reclassements et les annulations représentent les écritures d'ajustements passés pour aligner le registre des actifs sur les livres.

Pertes sur cession des immobilisations corporelles

Il n'y a pas eu de cession de biens et d'équipements en 2019 (2018 : la perte sur la cession de biens et d'équipements s'élève à 1 000 GH¢).

NOTES (suite)

(Tous les montants sont en milliers de Ghana cedis, sauf indication contraire)

7. Immeubles de placement

	Le Groupe		La Compagnie	
	2019	2018	2019	2018
Au 1er Janvier	46,553	41,659	46,553	41,659
Gains de juste valeur (Note 34)	-	4,894	-	4,894
Au 31 Décembre	46,553	46,553	46,553	46,553

Les immeubles de placement sont situés à Accra, la capitale du Ghana. La dernière réévaluation pour l'année se terminant le 31 décembre 2018 a été effectuée par un évaluateur indépendant, K. K. Serbeh, un géomètre agréé et membre de la *Ghana Institution of Surveyors*. Les administrateurs ont procédé à une évaluation interne et ont confirmé qu'il n'y a pas de changements importants dans la valeur des biens d'investissement au 31 décembre 2019.

L'estimation des biens immobiliers a été fondée sur la valeur du marché qui donne une idée du meilleur prix auquel la vente d'intérêt en immobilier aurait été faite sans condition et par apport en numéraire à la date de l'évaluation en fonction d'un certain nombre d'hypothèses. Ces placements immobiliers n'ont pas fait l'objet d'une mise en garantie pour quelque dette ou obligation que ce soit.

8. Participation dans filiale

	Le Groupe		La Compagnie	
	2019	2018	2019	2018
<i>Ghana Reinsurance Company (Kenya) Limited</i>	-	-	43,174	43,174

La Compagnie possède à 100 % la *Ghana Reinsurance Company (Kenya) Limited*, une société constituée au Kenya et autorisée à réassurer des IARD par l'*Insurance Regulatory Authority of Kenya*.

9. Impôt différé

	Le Groupe		La Compagnie	
	2019	2018	2019	2018
Au 1er Janvier	(4,301)	(475)	(3,857)	(467)
(Crédit)/débité au résultat (Note 36)	(6,855)	(3,808)	(6,466)	(3,390)
Ecarts de change	(116)	(18)	-	-
Au 31 Décembre	(11,272)	(4,301)	(10,323)	(3,857)

9. Impôt différé (suite)

Les impôts différés (actifs)/passifs sont attribuables aux suivants:

	Le Groupe		La Compagnie	
	2019	2018	2019	2018
Actifs d'impôt différé				
Sinistre encouru mais non déclaré (IBNR)	(19,412)	(12,813)	(19,412)	(12,813)
Provision pour service de longue durée	(232)	(232)	(232)	(232)
Autres différences temporelles	(899)	(492)	-	-
Immobilis. corporelles – sur coûts historiques	(68)	-	-	-
	(20,611)	(13,537)	(19,644)	(13,045)
Passifs d'impôt différé				
Immobilis. corporelles – sur coûts historiques	1,270	1,147	1,270	1,137
Gains de juste valeur sur immeubles de placement	8,051	8,051	8,051	8,051
Gain de change latent	18	38	-	-
	9,339	9,236	9,321	9,188
Actifs nets d'impôts différés	(11,272)	(4,301)	(10,323)	(3,857)

NOTES (suite)

(Tous les montants sont en milliers de Ghana cedis, sauf indication contraire)

10. Impôts exigibles

Le Groupe

L'exercice clos le 31 Décembre 2019

	Au 1 Janvier	Frais de l'exercice	Paiements au cours de l'exercice	Ecart de conversion	Au 31 Décembre
Exercice fiscal Jusqu'à 2018	(1,947)	-	-	-	(1,947)
2019	-	15,713	(11,361)	43	4,395
	(1,947)	15,713	(11,361)	43	2,448

Exercice clos le 31 Décembre 2018

Exercice fiscal Jusqu'à 2017	(1,834)	-	-	-	(1,834)
2018	-	15,618	(15,750)	19	(113)
	(1,834)	15,618	(15,750)	19	(1,947)

La Compagnie

L'exercice clos le 31 Décembre 2019

Exercice fiscal Jusqu'à 2018	(1,259)	-	-	-	(1,259)
2019	-	13,730	(10,724)	-	3,006
	(1,259)	13,730	(10,724)	-	1,747

10. Impôts exigibles (suite)

La Compagnie (suite)

L'exercice clos le 31 Décembre 2018

	Au 1 Janvier	Frais de l'exercice	Paiements au cours de l'exercice	Ecart de conversion	Au 31 Décembre
Exercice fiscal Jusqu'à 2017	(2,648)	-	-	-	(2,648)
2018	-	14,700	(13,311)	-	1,389
	(2,648)	14,700	(13,311)	-	(1,259)

Tous les passifs sont soumis à l'approbation des autorités fiscales.

11. Créances des compagnies cédantes et rétrocedantes

	Le Groupe		La Compagnie	
	2019	2018	2019	2018
Créances des compagnies cédantes	50,205	32,516	33,005	28,273
Créances des compagnies rétrocedantes	65,016	42,572	63,076	41,810
	115,221	75,088	96,081	70,083

NOTES (suite)

(Tous les montants sont en milliers de Ghana cedis, sauf indication contraire)

12. Autres actifs

	Le Groupe		La Compagnie	
	2019	2018	2019	2018
Agents débiteurs	4,561	4,056	4,341	3,940
Autres débiteurs & prépaiements	8,273	8,446	9,067	8,158
Autres consommables	168	131	168	132
	13,002	12,633	13,576	12,230

Le montant maximum dû à la Compagnie par le personnel au cours de l'exercice ne dépassait pas 4.561.000 GH¢ (2018: 4.056.000 GH¢).

13. Frais d'acquisition différé

Les frais d'acquisition reportés représentent les commissions versées liées aux risques en cours sur les primes souscrites. L'évolution du coût d'acquisition différé au cours de l'exercice et de l'exercice précédent est la suivante:

	Le Groupe		La Compagnie	
	2019	2018	2019	2018
Au 1er Janvier	11,390	16,778	10,343	16,193
Commission différée (Note 30)	13,740	11,390	11,638	10,343
Ecart de change	23	356	-	-
Commission libérée (Note 30)	(11,413)	(17,134)	(10,343)	(16,193)
Au 31 Décembre	13,740	11,390	11,638	10,343

14. Titres de placement

Actifs financiers disponibles à la vente

Les investissements du Groupe dans des titres de participation sont classés comme des actifs financiers disponibles à la vente. L'évolution au cours de l'exercice est la suivante :

Le Groupe et la Compagnie

	Titres cotés en bourse	Titres de capital non cotés	Total
L'exercice clos le 31 Décembre 2019			
Au 1er Janvier	42,809	4,951	47,760
Variations de juste valeur	2,248	796	3,044
Au 31 Décembre	45,057	5,747	50,804
L'exercice clos le 31 Décembre 2018			
Au 1er Janvier	40,933	8,112	49,045
Cessions	-	(3,161)	(3,161)
Variations de justes valeurs	1,876	-	1,876
Au 31 Décembre	42,809	4,951	47,760

Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéances

	Le Groupe		La Compagnie	
	2019	2018	2019	2018
Dépôts à terme	127,014	150,806	125,818	148,737
Titres de créances d'entreprise	39	32	39	32
Titres d'Etat	136,760	105,259	80,475	63,212
	263,813	256,097	206,332	211,981
Réserves statutaires (comprises dans les titres d'Etat)	7,398	5,012	4,548	2,607

NOTES (suite)

(Tous les montants sont en milliers de Ghana cedis, sauf indication contraire)

14. Titres de placement (suite)

Les dépôts statutaires sont détenus pour répondre aux exigences de l'autorité de régulation. Les dépôts ne sont pas disponibles pour l'exploitation de la Compagnie.

15. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	Le Groupe		La Compagnie	
	2019	2018	2019	2018
Soldes en espèce	5	-	5	-
Soldes bancaires	44,260	34,395	42,573	29,112
Soldes en banque et en espèces	44,265	34,395	42,578	29,112
Bons du Trésor :				
- échéance dans les 91 jours suivant l'achat	13,734	9,515	9,842	7,446
	57,999	43,910	52,420	36,558

16. Capital social

Le Groupe et la Compagnie

Les actions autorisées de la Compagnie sont 1.000.000.000 d'actions ordinaires sans valeur nominale, dont 50.000.000 ont été émises comme suit :

	2019		2018	
	Nombre d'actions '000	Produits	Nombre d'actions '000	Produits
Emises en espèces	50,000	28,000	50,000	28,000
Capitalisation des bénéfices non distribués	-	97,000	-	72,000
	50,000	125,000	50,000	100,000

L'évolution du capital social au cours de l'année est la suivante :

	2019		2018	
	Nombre d'actions '000	Produits	Nombre d'actions '000	Produits
Au 1er Janvier	50,000	100,000	50,000	85,000
Capitalisation des bénéfices non distribués	-	25,000	-	15,000
Au 31 Décembre	50,000	125,000	50,000	100,000

In accordance with Section 68 (1) (c) of the Companies Act, 2019 (Act 992), the Company, by a special resolution dated 27 June 2019, resolved to capitalise retained earnings of GH¢25 million.

17. Compte d'excédent de capital

Le compte d'excédent de capital représente l'appréciation non réalisée de la valeur des biens fonciers résultant de la réévaluation. L'excédent de capital n'est pas disponible pour la distribution.

18. Réserve disponible à la vente

Les réserves disponibles à la vente représentent les profits ou les pertes découlant de variations de justes valeurs des titres de participation de la Compagnie. Cette réserve n'est pas disponible à la distribution. Les mouvements des réserves disponibles à la vente sont indiqués dans l'état de variations des capitaux à partir de la page 15 à 18 de ces états financiers.

NOTES (suite)

(Tous les montants sont en milliers de Ghana cedis, sauf indication contraire)



19. Réserve de conversion des devises étrangères

Les écarts de change résultant de la conversion de la Ghana Reinsurance Company (Kenya) Limited, une entité contrôlée par des intérêts étrangers, sont comptabilisés en autres éléments du résultat global comme décrit dans la note 2.4 et sont cumulés dans les réserves de conversion en devises étrangères dans les capitaux propres. Le montant cumulé est reclassé en résultat lors de la cession de l'investissement net. La réserve n'est pas disponible pour distribution. Les mouvements de la réserve de conversion de devises étrangères sont présentés dans l'état des variations des capitaux propres aux pages 15 et 18 des présents états financiers.

20. Réserve statutaire

Conformément à la Loi sur les assurances de 2006 (Loi 724), la Compagnie met de côté, sur une base annuelle, une réserve pour imprévus d'au moins 3 % des primes brutes ou 20 % du bénéfice net, selon le montant le plus élevé. La réserve doit être accumulée jusqu'à ce qu'elle atteigne le capital minimum libéré ou 50 % des primes nettes émises, selon le montant le plus élevé.

L'évolution de la réserve statutaire au cours de la période est la suivante :

Le Groupe et la Compagnie

L'exercice clos le 31 Décembre 2019

	Réserve statutaire Vie	Réserve statutaire IARD	Total
Au 1er Janvier 2019	3,242	111,032	114,274
Transfert du compte des bénéfices non distribués	225	5,995	6,220
Au 31 Décembre 2019	3,467	117,027	120,494
L'exercice clos le 31 Décembre 2018			
Au 1er Janvier 2018	648	106,049	106,697
Transfert du compte des bénéfices non distribués	2,594	4,983	7,577
Au 31 Décembre 2018	3,242	111,032	114,274

21. Bénéfices non distribués

Les bénéfices non distribués représentent le montant disponible pour être distribué aux membres de la Compagnie, sous réserve des restrictions imposées par la Loi de 2019 sur les sociétés (Loi 992) et la Loi de 2006 sur les assurances (Loi 724). Les mouvements des bénéfices non distribués sont indiqués dans l'état des variations des capitaux propres aux pages 15 à 18 des présents états financiers.

22. Provision pour la prime non acquise

	Le Groupe		La Compagnie	
	2019	2018	2019	2018
Au 1er Janvier	36,738	54,183	33,770	52,278
Imputé/ (libéré) au résultat	5,798	(17,672)	2,426	(18,508)
Écarts de change	1,826	227	-	-
Au 31 Décembre	44,362	36,738	36,196	33,770

Les primes non acquises représentent le passif des contrats de réassurance pour lesquels les obligations du Groupe n'ont pas expiré à fin de l'exercice.

NOTES (suite)

(Tous les montants sont en milliers de Ghana cedis, sauf indication contraire)

23. Sinistres en suspens

	Le Groupe		La Compagnie	
	2019	2018	2019	2018
Au 1er Janvier	89,730	68,493	84,178	63,382
Sinistres bruts encourus	147,627	104,150	137,811	95,011
Écarts de change	1,965	(2,785)	-	-
Sinistres payés au cours de l'année	(133,044)	(80,128)	(126,491)	(74,215)
Au 31 Décembre	106,278	89,730	95,498	84,178

Les sinistres en suspens à la date du bilan comprennent :

	Le Groupe		La Compagnie	
	2019	2018	2019	2018
Sinistres non payés	21,760	33,488	17,852	31,605
Encouru mais non déclaré (IBNR)	84,518	56,242	77,646	52,573
Total sinistres en suspens	106,278	89,730	95,498	84,178

24. Commission différée

Au 1er Janvier	1,367	2,241	1,367	2,241
Imputé/ (libéré) au résultat	243	(874)	243	(874)
Au 31 Décembre	1,610	1,367	1,610	1,367

25. Fonds Vie

La Compagnie effectue une évaluation actuarielle annuelle du fonds d'assurance-vie. L'évolution du passif actuariel des polices d'assurance-vie est la suivante :

	Le Groupe		La Compagnie	
	2019	2018	2019	2018
Au 1er Janvier	11,673	7,176	11,673	7,176
Imputé aux résultats	3,459	4,497	3,459	4,497
Au 31 Décembre	15,132	11,673	15,132	11,673

26. Dette aux sociétés cédantes et rétrocédantes

Dette aux cédantes	25,932	15,564	25,932	15,565
Dette aux rétrocédantes	14,790	16,711	12,802	16,091
	40,722	32,275	38,734	31,656

27. Autres passifs

Charges à payer	3,642	3,374	3,041	3,191
Créditeurs divers	5,512	4,360	4,091	3,900
Taxe nationale de stabilisation (Note 35)	445	637	445	637
	9,599	8,371	7,577	7,728

NOTES (suite)

(Tous les montants sont en milliers de Ghana cedis, sauf indication contraire)



28. Revenus de commission

	Le Groupe		La Compagnie	
	2019	2018	2019	2018
Commissions perçues	5,392	2,632	5,306	2,607
Imputé/ (libéré) au résultat (Note 24)	(243)	874	(243)	874
	5,149	3,506	5,063	3,481

29. Sinistres survenus

	Le Groupe		La Compagnie	
	2019	2018	2019	2018
Sinistres bruts payés	133,044	80,128	126,491	74,386
Variations de sinistres en suspens	(9,883)	2,469	(13,753)	1,618
Variation brute d'IBNR	24,466	21,553	25,073	19,007
Sinistres bruts survenus	147,627	104,150	137,811	95,011
Moins les rétrocessions recouvrables	(43,148)	(27,829)	(43,148)	(27,392)
	104,479	76,321	94,663	67,619

30. Dépenses de commission

Dépense de commission	69,578	56,942	59,925	50,759
Coût d'acquisition différée & transférée	11,413	17,134	10,343	16,193
Coûts d'acquisition différée	(13,740)	(11,390)	(11,638)	(10,343)
	67,251	62,686	58,630	56,609

31. Dépenses de gestion

Emoluments des Administrateurs	2,970	2,466	2,717	2,210
Frais du personnel	18,329	15,038	15,748	13,097
Frais d'audit	698	415	508	282
Dépréciation et amortissement	1,312	1,037	1,163	989
Créances nettes irrécouvrables	3,168	3,145	2,197	1,653
Frais administratifs et divers	14,957	21,101	13,686	19,884
	41,434	43,202	36,019	38,115

32. Revenus d'investissement

Intérêts sur les titres d'investissement	27,061	26,686	22,891	22,306
Revenus locatifs	1,013	793	1,013	792
Revenus de dividendes	1,301	685	1,301	685
	29,375	28,164	25,205	23,783

33. Gains de change

Gains de change nets	15,808	7,477	15,808	7,477
----------------------	---------------	--------------	---------------	--------------

NOTES (suite)

(Tous les montants sont en milliers de Ghana cedis, sauf indication contraire)

33. Gains de change (suite)

La différence de change représente l'effet net des gains et pertes de change résultant de la conversion des actifs et passifs libellés en devises étrangères en Ghana cedis.

34. Autres revenus

	Le Groupe		La Compagnie	
	2019	2018	2019	2018
Libération des intérêts sur les dépôts	153	124	153	124
Intérêts sur compte courant	148	120	148	119
Gains à la juste valeur des immeubles de placement (Note 7)	-	4,894	-	4,894
Revenus divers	850	1,784	796	2,156
	1,151	6,922	1,097	7,293

35. Taxe nationale de stabilisation

Le Groupe et la Compagnie

L'exercice clos le 31 Décembre 2019

Exercice fiscal

Jusqu'à 2018

2019

	Au 1 Janvier	Charge de l'exercice	Paielements de l'exercice	Au 31 Décembre
Jusqu'à 2018	637	-	-	637
2019	-	1,780	(1,972)	(192)
	637	1,780	(1,972)	445

L'exercice clos le 31 Décembre 2018

Exercice fiscal

Jusqu'à 2017

2018

	Au 1 Janvier	Charge de l'exercice	Paielements de l'exercice	Au 31 Décembre
Jusqu'à 2017	548	-	-	548
2018	-	2,589	(2,500)	89
	548	2,589	(2,500)	637

Le prélèvement national de stabilisation fiscale est évalué, en vertu de la loi nationale de stabilisation fiscale de 2013 (loi 862), à 5 % du bénéfice comptable avant impôt.

36. Charge d'impôt

L'impôt sur le revenu comprend :

	Le Groupe		La Compagnie	
	2019	2018	2019	2018
Impôt exigible (Note 10)	15,713	15,618	13,730	14,700
Impôt différé (Note 9)	(6,855)	(3,808)	(6,466)	(3,390)
	8,858	11,810	7,264	11,310

NOTES (suite)

(Tous les montants sont en milliers de Ghana cedis, sauf indication contraire)

36. Charge d'impôt (suite)

L'impôt sur le bénéfice avant impôt diffère du montant théorique qui résulterait de l'application du taux légal de l'impôt sur le revenu applicable aux bénéfices comme suit :

	Le Groupe		La Compagnie	
	2019	2018	2019	2018
Bénéfice avant impôt	40,799	53,027	35,595	51,783
Impôt prélevé au taux légal	10,200	13,257	8,899	12,946
Ecart du taux applicable à l'étranger	260	62	-	-
Frais non déductibles aux fins fiscales	324	174	291	47
Revenus exonérés d'impôts	(1,926)	(1,683)	(1,926)	(1,683)
	8,858	11,810	7,264	11,310

Toutes les obligations fiscales sont soumises à l'approbation de l'autorité fiscale dans les juridictions respectives.

37. Transactions entre parties liées

La Compagnie possède à 100 % la Ghana Reinsurance Company (Kenya) Limited. Il s'agit de transactions entre parties liées découlant de la participation et de la direction de la Compagnie.

(i) Transactions avec des parties liées

Ghana Reinsurance Company
(Kenya) Limited:

	Le Groupe		La Compagnie	
	2019	2018	2019	2018
Prime	-	-	740	699
Frais de courtage	-	-	(93)	(70)
	-	-	647	629

(ii) Soldes de fin d'année provenant de parties liées

La Compagnie

(a) Dettes aux parties liées

Ghana Reinsurance Company (Kenya) Limited

2019	2018
-	117

(b) Créances des parties liées

Ghana Reinsurance Company (Kenya) Limited

906	-
-----	---

(iii) Rémunération du personnel de direction clé

Les principaux cadres sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de planifier, diriger et contrôler les activités du groupe directement ou indirectement, y compris tout directeur (exécutif ou autre) du Groupe. La rémunération des principaux cadres dirigeants comprend les éléments suivants :

	Le Groupe		La Compagnie	
	2019	2018	2019	2018
Avantages à court terme	5,721	4,693	4,973	4,427

NOTES (suite)

(Tous les montants sont en milliers de Ghana cedis, sauf indication contraire)

38. Passifs éventuels

Sinistres en suspens

There were no legal cases pending against the Group as at the reporting date (2018: Nil).

39. Capital commitments

Il n'y a pas de sinistre en suspens contre le Groupe à la date de clôture date (2018: Néant).

40. Dividendes

	Le Groupe		La Compagnie	
	2019	2018	2019	2018
Au 1er Janvier	-	-	-	-
Dividende déclaré pour 2017	-	6,000	-	6,000
Dividende déclaré pour 2018	9,000	-	9,000	-
Païement	(9,000)	(6,000)	(9,000)	(6,000)
Au 31 Décembre	-	-	-	-

Les Administrateurs recommanderont le paiement du dividende pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 lors de la prochaine assemblée générale annuelle. Au cours de l'année, la Compagnie a versé un dividende par action de 0,18 GH¢, soit 9 millions de GH¢, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018, qui a été approuvé lors de l'assemblée générale annuelle du 27 juin 2019.

41. Événements ultérieurs

Il est prévu que la pandémie COVID 19 aura très probablement un impact sur l'économie et, par conséquent, les dispositions relatives à l'IBNR (encourus mais non déclarés) et le fonds d'assurance-vie seront touchés. La Compagnie n'est toutefois pas en mesure de produire une estimation fiable de cet impact à ce stade.

Les Administrateurs n'ont pas connaissance d'autres événements importants survenus entre la date de l'état de la situation financière et la date du présent rapport.

42. Informations supplémentaires requises par la norme IFRS 4 modifiée lors de l'application de l'exemption temporaire de la norme IFRS 9

Les amendements à la norme IFRS 4 intitulés l'Application de l'IFRS 9 sur les Instruments financiers conjointement avec l'IFRS 4 sur les Contrats d'assurance stipulent qu'un réassureur peut appliquer le principe de l'exonération / report temporaire d'IFRS 9 si, et seulement si:

- L'entité n'a appliqué aucune version d'IFRS 9 auparavant; sauf les exigences relatives à la présentation à la juste valeur et à travers le résultat, des gains et pertes sur les passifs financiers; et
- L'entité vérifie si la valeur comptable de ses passifs liés aux contrats dans le cadre d'IFRS 4 est significative par rapport à la valeur totale de ses passifs; et
- Les activités de l'entité sont principalement liées à la réassurance à la date de clôture de l'exercice précédant immédiatement le 1 Avril 2016, ou à une date de clôture ultérieure. Le réassureur fait une comparaison entre la valeur totale de ses passifs liés à une réassurance avec la valeur totale de tous ses passifs. En plus des passifs résultant directement des contrats relevant d'IFRS 4, le Groupe n'a appliqué aucune version d'IFRS 9 et, par conséquent, remplit la condition (a) ci-dessus.

Le Groupe n'a appliqué aucune version de l'IFRS 9 auparavant et remplit donc la condition (a) ci-dessus.

NOTES (suite)

(Tous les montants sont en milliers de Ghana cedis, sauf indication contraire)

42. Informations supplémentaires requises par la norme IFRS 4 modifiée lors de l'application de l'exemption temporaire de la norme IFRS 9 (suite)

Pour déterminer si les activités du Groupe sont principalement liées à la réassurance, la norme stipule que les activités d'un réassureur sont principalement liées à la réassurance si, et seulement si:

- la valeur de ses passifs liées à des contrats relevant d'IFRS 4, est importante par rapport à la valeur totale de tous ses passifs; et
- le pourcentage de la valeur totale de ses passifs liés à la réassurance par rapport à la valeur totale de tous ses passifs est:
 - supérieur à 90%; ou
 - inférieure ou égale à 90% mais supérieure à 80%, et que le réassureur n'entreprend pas une activité importante non liée à la réassurance.

Le Groupe a analysé ses activités pour déterminer la part de ses passifs découlant des contrats relevant de la norme IFRS 4 (Contrat d'assurance) comme indiqué ci-après:

Description	Le Groupe		La Compagnie	
	2019	2018	2019	2018
Passifs liés aux contrats relevant d'IFRS 4 :				
Provision pour primes non acquises	44,362	36,738	36,196	33,770
Créances impayées	106,278	89,730	95,498	84,178
Commission différée	1,610	1,367	1,610	1,367
Fonds Vie	15,132	11,673	15,132	11,673
Dettes aux compagnies cédantes/ rétrocedantes	40,722	32,275	38,734	31,656
Total passifs des contrats d'assurance	208,104	171,783	187,170	162,644
Total passifs	220,151	180,154	196,494	170,372
Passifs résultant des contrats relevant d'IFRS 4 en pourcentage du total des passifs	95%	95%	95%	95%

Comme indiqué ci-dessus, les passifs du Groupe liés aux contrats relevant d'IFRS 4 sont importants et, de ce fait, remplissent la condition (b) ci-dessus. Les passifs de réassurance sont supérieurs à 80% et le Groupe ne mène pas d'activité non liée à la réassurance comme le tableau ci-après l'indique :

Description	Le Groupe		La Compagnie	
	2019	2018	2019	2018
Revenu tiré des activités de réassurance	215,628	200,886	190,889	183,786
Revenu tiré des investissements et d'autres activités	46,334	42,563	42,110	38,553
Total des revenus	261,962	243,449	232,999	222,339
Revenu d'activités d'assurance en pourcentage du revenu total	82%	83%	82%	83%

Compte tenu de l'analyse ci-dessus, le Groupe remplit toutes les conditions de report.

NOTES (suite)

(Tous les montants sont en milliers de Ghana cedis, sauf indication contraire)

42. Informations supplémentaires requises par la norme IFRS 4 modifiée lors de l'application de l'exemption temporaire de la norme IFRS 9 (suite)

Informations sur la juste valeur

Les actifs financiers du Groupe soumis à des conditions contractuelles qui donnent lieu à des flux de trésorerie représentant exclusivement des versements du principal et d'intérêts sur le montant du principal sont composés d'éléments suivants:

- Créances des compagnies cédantes et rétrocédantes
- Autres créances
- Titres de placement (notamment des dépôts à terme, des créances d'entreprises et des titres d'Etat)

Les créances des compagnies cédantes et rétrocédantes ainsi que d'autres créances sont de nature à court terme, et sont recevables dans les 12 mois qui suivent la fin de l'exercice ; de ce fait, la valeur comptable de ces actifs financiers est une approximation raisonnable de leur juste valeur.

La juste valeur des titres de placement détenus jusqu'à l'échéance (DJE) est présentée ci-dessous :

	Juste valeur		Juste valeur	
	Le Groupe		La Compagnie	
	2019	2018	2019	2018
Titres de placements (DJE)	257,218	252,723	201,174	208,048

Les actifs financiers du Groupe dont les termes contractuels ne donnent pas lieu à des flux de trésorerie qui sont uniquement des paiements de capital et d'intérêts sont des actifs financiers qui répondent à la définition d'actifs détenus à des fins de transaction conformément à la norme IFRS 9, ou qui sont gérés et dont la performance est évaluée sur la base de la juste valeur sont les suivants:

	Juste valeur		Juste valeur	
	Le Groupe		La Compagnie	
	2019	2018	2019	2018
Titres de capital cotés	45,057	42,809	45,057	42,809
Titres de capital non cotés	5,747	4,951	5,747	4,951

NOTES (suite)

(Tous les montants sont en milliers de Ghana cedis, sauf indication contraire)

43. Secteurs d'activité de la réassurance

La Compagnie

L'exercice clos le 31 Décembre 2019

	Incendie	Automobile	WCA	Autres Sinistres	Transport facultés	Maritime corps	Aviation	Total IARD	Total Vie	Total IARD-Vie
Primes brutes	126,393	16,203	362	38,180	11,869	5,637	1,202	199,846	22,524	222,370
Primes rétrocédées	(25,821)	(17)	-	(1,076)	(759)	(305)	(633)	(28,611)	(5,507)	(34,118)
Primes nettes souscrites	100,572	16,186	362	37,104	11,110	5,332	569	171,235	17,017	188,252
Primes non acquises	(4,552)	(1,170)	48	(245)	1,438	-	(70)	(4,551)	2,125	(2,426)
Primes acquises nettes	96,020	15,016	410	36,859	12,548	5,332	499	166,684	19,142	185,826
Commission perçue	3,355	5	-	101	(37)	-	143	3,567	1,496	5,063
Primes nettes & commissions perçues	99,375	15,021	410	36,960	12,511	5,332	642	170,251	20,638	190,889
Frais de souscription :										
Sinistres nets survenus	(54,159)	(25,836)	156	(16,901)	7,844	1,604	(236)	(87,528)	(7,135)	(94,663)
Commission versées	(35,415)	(1,234)	(14)	(12,081)	(3,270)	(1,595)	(239)	(53,848)	(4,782)	(58,630)
Augmentation du fonds vie	-	-	-	-	-	-	-	-	(3,459)	(3,459)
Taxes étrangères et courtage	(2,777)	(866)	-	(663)	-	-	(7)	(4,313)	(320)	(4,633)
Frais de gestion	(22,235)	(2,850)	(64)	(6,717)	(2,088)	(992)	(211)	(35,157)	(862)	(36,019)
Total frais de souscription	(114,586)	(30,786)	78	(36,362)	2,486	(983)	(693)	(180,846)	(16,558)	(197,404)
Gains/pertes souscriptions	(15,211)	(15,765)	488	598	14,997	4,349	(51)	(10,595)	4,080	(6,515)
Revenu de placement								15,794	9,411	25,205
Gains de change								15,808	-	15,808
Autres produits								1,080	17	1,097
Bénéfice avant impôts								22,087	13,508	35,595
Taxe nationale de stabilisation								(1,780)	-	(1,780)
Charge d'impôt								(7,264)	-	(7,264)
Bénéfice de l'exercice								13,043	13,508	26,551

NOTES (suite)

(Tous les montants sont en milliers de Ghana cedis, sauf indication contraire)

43. Secteurs d'activité de la réassurance (suite)

La Compagnie

L'exercice clos le 31 Décembre 2018

	Incendie	Automobile	WCA	Sinistres	Autres	Transport facultés	Maritime corps	Aviation	Total IARD	Total Vie	Total IARD-Vie
Primes brutes	103,882	16,748	130	30,018		10,962	4,381	768	166,889	18,502	185,391
Primes rétrocedées	(19,306)	(21)	(275)	(385)		(1,495)	(115)	(223)	(21,820)	(1,774)	(23,594)
Primes nettes souscrites	84,576	16,727	(145)	29,633		9,467	4,266	545	145,069	16,728	161,797
Primes non acquises	11,561	262	(16)	4,861		509	-	100	17,277	1,231	18,508
Primes acquises nettes	96,137	16,989	(161)	34,494		9,976	4,266	645	162,346	17,959	180,305
Commission perçue	2,465	5	(5)	155		91	-	68	2,779	702	3,481
Primes nettes & commissions perçues	98,602	16,994	(166)	34,649		10,067	4,266	713	165,125	18,661	183,786
Frais de souscription :											
Sinistres nets survenus	(34,993)	(12,409)	300	(13,513)		(3,245)	190	(231)	(63,901)	(3,718)	(67,619)
Charge nette de commissions	(35,557)	(2,114)	(29)	(10,505)		(2,764)	(1,303)	(208)	(52,480)	(4,129)	(56,609)
Augmentation du fonds vie	-	-	-	-		-	-	-	-	(4,497)	(4,497)
Taxes étrangères et courtage	(2,052)	(907)	(1)	(469)		(215)	(67)	(5)	(3,716)	-	(3,716)
Frais de gestion	(22,966)	(3,730)	(29)	(6,684)		(2,441)	(976)	(171)	(36,997)	(1,118)	(38,115)
Total frais de souscription	(95,568)	(19,160)	241	(31,171)		(8,665)	(2,156)	(615)	(157,094)	(13,462)	(170,556)
Gains/pertes souscriptions	3,034	(2,166)	75	3,478		1,402	2,110	98	8,031	5,199	13,230

Revenu de placement

Gains de change

Autres produits

Bénéfice avant impôts

Taxe nationale de stabilisation

Charge d'impôt

Bénéfice de l'exercice

	15,341	8,442	23,783
	7,477	-	7,477
	7,293	-	7,293
	38,142	13,641	51,783
	(2,589)	-	(2,589)
	(11,310)	-	(11,310)
	24,243	13,641	37,884

